

# ***l'Anti*capitaliste**

n°394 | 27 juillet 2017 | 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



**CONTRE LE PDG DE LA RÉPUBLIQUE**

**DÈS LA RENTRÉE,  
MOBILISÉS  
DE TOUTES  
NOS FORCES**

## **Dossier d'été**

**IL Y A 100 ANS, 1917  
LA RÉVOLUTION RUSSE**

Pages 5 à 8

## **ÉDITO**

Le shérif de Nottingham  
aux commandes  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

USA: panique à la  
Maison-Blanche  
Page 3



## **ACTU POLITIQUE**

Hégémonie ou unité? Jean-Luc  
Mélenchon: «Venez, les gens»  
Page 4

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Pierre Puchot,  
spécialiste du Moyen-Orient  
Page 12



Par ANTOINE LARRACHE

## Le shérif de Nottingham aux commandes

La diminution des APL lève un peu plus le voile sur la politique de Macron ; pour ceux qui en doutaient encore, c'est un vol des classes populaires pour donner aux plus riches, au grand patronat. La baisse des APL de cinq euros par mois devrait représenter une économie mensuelle de 32,5 millions d'euros. Une économie bien ridicule comparée au 7 milliards que les mesures sur l'ISF et les revenus immobiliers vont faire perdre à l'État. Si ce qui guidait le gouvernement était de faire des économies, il aurait également pu réduire le CICE de 0,017% par an, ou prélever 0,07% par an sur le patrimoine des 500 plus grosses fortunes<sup>1</sup>... L'objectif est bien de signifier aux plus pauvres qu'ils doivent s'habituer à l'être encore plus, à rogner toujours et toujours. Pour rendre concrète la chose : les APL représentent plus de six millions de ménages aidés, dont 800 000 étudiantEs. Elle permet de faire passer, en moyenne, la part du loyer dans les dépenses de 50 à 23%. 60% des personnes qui en bénéficient ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Dans un contexte où 90% des locataires du parc privé et 50% des locataires du parc social s'acquittent d'un loyer supérieur au plafond défini par la loi...

On comprend alors ce que ces cinq euros mensuels représentent pour les millions de personnes qui comptent chaque euro de dépense.

Seul motif de réjouissance pour nous, la popularité de Macron a chuté de 10% depuis un mois. Une dégringolade pire encore que celle de Hollande ! De plus en plus de gens commencent à s'apercevoir qu'il ne suffisait pas de dégager le PS et Les Républicains pour que la situation s'améliore. Car Macron poursuit bien la même politique, répressive, antisociale et raciste, mais en l'accélération encore un peu plus.

Il nous reste à concrétiser l'opposition à sa politique par une mobilisation massive dès la grève du 12 septembre prochain, qu'il nous faudra préparer tout au long de l'été et à la rentrée.

1 - Selon Maxime Combe, économiste.

Le psychodrame autour de la démission du chef d'état-major des armées nous montre que Macron est le chef, lui, et rien que lui. Gare à celui ou ceux qui ne fileraient pas droit... Jupiter certes, mais aussi Brutus !

### L'état d'urgence dans le droit commun ?

Macron avait fondé sa campagne présidentielle, et auparavant son opposition à Valls, sur l'idée de son attachement aux libertés publiques et de sa vision libérale des questions de société. Mais ça, c'était avant, et une fois au pouvoir, il s'empresse de faire entrer dans le droit commun l'état d'urgence et toutes les règles d'exception liberticides : perquisitions administratives, assignations à résidence renouvelables à perpétuité, mises en place de zones de sécurité où la police aura des pouvoirs exceptionnels...

Avec cette loi, adoptée récemment par le Sénat par 209 voix contre 106 et qui reviendra devant l'Assemblée en octobre, Macron veut se donner les moyens de pouvoir agir et de maintenir l'ordre de façon musclée. Cela lui permettra de casser toute solidarité, de mater toute résistance... en toute légalité. Avant même que le texte ne soit voté par le Sénat, il avait été dénoncé par plusieurs organisations, dont Amnesty international France, la Ligue des droits de l'homme ou le Syndicat de la magistrature (SM). À l'appel du DAL et de plusieurs associations, un rassemblement a eu lieu, et un nouvel appel pour cette rentrée est dans les tuyaux... Dans tout les cas, la défense de nos droits collectifs passera dès la rentrée en premier lieu par celle des libertés publiques.

### Le président des ultra-riches

Concernant son libéralisme économique, Macron n'aura en tout cas pas menti. Pour notre PDG de la République, une nation « start-up » est une société tournée vers l'entreprise et les ultra-riches. La destruction du Code du travail et des droits des salariéEs (hiérarchie des normes, IRP, compte-pénibilité, licenciements...) est dictée par le Medef qui, d'ores et déjà, s'annonce très satisfait des premiers pas de ce

# À la Une

## Contre le PDG de la République Dès la rentrée, mobilisés de toutes nos forces

« Je veux que la France soit une start-up nation. Une nation qui pense et évolue comme une start-up », a déclaré Macron le 15 juin dernier lors du Salon mondial Viva Technology 2017. Avec derrière la « coolitude », un chef tout-puissant ne laissant aucune marge de manœuvre à quiconque...



gouvernement. On peut les comprendre... Il suffit désormais que les patrons haussent légèrement le ton pour que Macron accélère la politique en leur faveur : ordonnances, pérennisation du CICE en exonérations de cotisations patronales en 2019, suppression dès 2018 des cotisations maladies et chômage...

Dans ce beau tableau, il ne faudrait pas oublier les trois milliards donnés aux plus riches avec la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune qui sera remplacé par un impôt moindre sur l'immobilier. Mais, c'est promis juré, « la baisse des impôts permettra à tous les Français de bénéficier des efforts

réalisés ». Et malgré ces milliards donnés aux plus fortunés, malgré l'attaque faite aux retraités et aux plus modestes avec la hausse de la CSG, ou malgré la baisse des APL, Darmanin a osé affirmer qu'« augmenter l'allocation handicapé et le minimum vieillesse de 100 euros par mois, ce n'est pas une politique pour les riches »... Les cons ça osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît !

### Le temps de la confrontation

Mais mauvais coup après mauvais coup, le gouvernement Macron semble fragilisé, en tout cas dans les sondages puisque sa popularité vient de chuter de 10 points. Les

conditions de son élection ont aussi montré que son socle électoral est assez étroit : à peine le cinquième des électeurs inscrits au premier tour, et une victoire au second tour pour partie liée à son duel face à Le Pen. Et beaucoup qui espéraient du neuf à travers Macron, s'aperçoivent que ce dernier utilise les mêmes vieilles recettes contre le monde du travail et les plus modestes.

En ce début d'été, les raisons se multiplient pour combattre ce gouvernement et aller à l'affrontement, que l'on soit salariéE du privé ou du public. Pour cela, nous devons en premier lieu nous saisir de la journée de grève et de manifestation du 12 septembre appelée par la CGT mais aussi par Solidaires. Après Hollande, le gouvernement Macron amplifie l'offensive ? Nous devons reprendre le chemin de la mobilisation. Une seule journée ne pourra évidemment pas faire reculer ce gouvernement, mais si elle est réussie, elle pourra être le début d'une mobilisation d'ensemble la plus unitaire possible. Pour cela, il faut mettre fin à l'éparpillement, arrêter que les dates sur tel ou tel sujet se multiplient car c'est autant de divisions. L'urgence est de riposter ensemble, unis. La période estivale doit nous permettre de reprendre les forces nécessaires pour que dès les premiers jours de rentrée, nous soyons plus que jamais mobilisés, déterminés, pour défendre nos droits et, pourquoi pas, en conquérir de nouveaux.

Joséphine Simphon

## « START-UP NATION »

# Le macronisme est un autoritarisme

Trois mois après le premier tour de l'élection présidentielle, on y voit désormais plus clair quant aux modalités d'exercice du pouvoir à la sauce Macron, à propos desquelles il avait maintenu un certain flou durant sa campagne, à grands renforts de « et en même temps ».

Si les premières mesures de Macron et de son gouvernement (voir ci-dessus) ont donné le ton concernant les orientations générales du nouveau président et de sa majorité, d'autres décisions annoncent la couleur au sujet du type de pouvoir que Macron entend construire.

### Concentration des pouvoirs

Depuis son élection, Emmanuel Macron organise une concentration des pouvoirs qui, si elle est grandement facilitée par la nature même des institutions de la 5<sup>e</sup> République,

n'en prend pas moins des formes inédites. L'épisode des investitures d'En Marche pour les élections législatives a été l'un des premiers révélateurs de cette « méthode Macron ». Les futurs députéEs ont en effet été recrutés sur CV, après un appel à candidatures, par une « commission » composée de proches de Macron, soit une méthode à peu près similaire à celles employées dans les grandes entreprises privées. Un mimétisme qui ne surprend guère lorsque l'on connaît le pedigree de Macron et de son entourage, mais dont la portée politique est loin d'être anodine.

Ce n'est certes pas la première fois que des partis politiques importent des techniques du privé. Toutefois, cette présélection des députéEs ne peut être réduite à un simple phénomène d'importation des techniques du privé. En effet, du fait de ce processus de « recrutement », la légitimité des députéEs macronistes ne vient pas de leur éventuelle base locale ou d'un parti qui les aurait investis, mais de leur « sélection », d'en haut, par l'entourage de Macron. Des « sélectionneurEs » qui sont majoritairement des technocrates sans implantation politique, appelés à être conseillerEs de l'Élysée,

membres des cabinets des ministres, voire ministres. En d'autres termes, c'est le futur exécutif qui a sélectionné à l'avance le futur législatif.

### Macron, un libéral-autoritaire

Autre innovation avec la réduction considérable de la taille des cabinets ministériels (dix collaborateurs au maximum par ministre), que l'Élysée justifie par une volonté d'accorder une plus grande place aux administrations et donc aux hauts fonctionnaires qui, fait nouveau, participeront aux réunions avec les ministres et seront associés aux discussions budgétaires. Un pas de plus dans la technocratisation, qui se double de la volonté affichée de Macron d'« évaluer » près de 200 hauts fonctionnaires pour s'assurer de leur loyauté et, le cas échéant, de ne pas les renouveler. Il s'agit donc, dans un double mouvement, de renforcer le poids de la

## BIEN DIT

Nous sommes dans une période de crise identitaire très forte, qui pousse tout le monde à chercher des solutions. Il y a un ras-le-bol général. Je pense que la France a besoin d'une révolution. Une belle révolution, comme cela a déjà été le cas ailleurs, et dans le passé. Comme celle de mai 67 en Guadeloupe, qui a aussi été gommée de l'histoire. La police a tiré dans la foule, et tué des personnes noires. Nous le devons aussi pour eux. En mai 68, d'autres personnes se sont battues. Si je suis là, que je peux m'exprimer ainsi, en tant que femme noire, c'est que d'autres se sont battues pour ces droits. Ce n'est pas gratuit. Nous devons nous battre également. Plus tard, j'aimerais qu'on puisse dire : « Dans les années 2000, une partie de la France s'est levée, a fait une révolution. Et ça a changé les choses. »

ASSA TRAORÉ, interview à Basta!, 19 juillet 2017

# Un monde à changer

**RÉPRESSION COLONIALE CONTRE LES PALESTINIENS.** «Regain de tension», «nouvelle flambée de violences», «dangereuse escalade»... Les poncifs journalistiques ont fait leur retour, et chacun fait mine de s'étonner des violents affrontements entre, d'une part, l'armée et la police israéliennes et, d'autre part, les Palestiniens. La palme revient probablement au *Parisien* qui a cru bon de préciser sur son site que ce «*nouvel accès de fièvre*» trouvait son origine dans «*l'attentat déclencheur*» du 14 juillet, lorsque trois Palestiniens d'Israël ont tué par balles deux policiers israéliens à Jérusalem. Comme si la situation antérieure au 14 juillet était exempte de violences... Pour mémoire, avant le 14 juillet, pas moins de 43 Palestiniens avaient été tués depuis le début de l'année 2017, soit un mort tous les cinq jours. Un chiffre qui illustre tragiquement la violence quotidienne de l'occupation, faite de colonisation, d'expulsion, de discriminations, de contrôles, d'arrestations,

de répression, d'enfermement... La brutale répression de ces derniers jours n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais l'expression de la violence coloniale à laquelle les Palestiniens sont confrontés quotidiennement, et contre laquelle ils se soulèvent périodiquement, quitte à risquer de perdre la vie sous les balles israéliennes. Et si l'attention se concentre aujourd'hui sur Jérusalem, c'est parce que les dernières provocations israéliennes autour de la mosquée al-Aqsa ont mis le feu à un baril de poudre déjà bien rempli. Les pitreries diplomatiques et les hypocrites appels au «calme», venus de ceux qui se taisent le reste de l'année, ne méritent que le mépris. Car ceux qui souhaitent un «retour au calme» sans exiger la fin de l'occupation, de la colonisation, de l'enfermement, des discriminations et de la répression, demandent tout simplement un retour au «calme»... colonial. Alors, répétons-le : sans justice, il n'y aura pas de paix.

## USA Panique à la Maison-Blanche

**P**ris au piège de ses propres frasques, tweets et autres provocations, comme de son impuissance politique, il tente de reprendre les choses en main en faisant le ménage autour de lui.

### Démissions et remaniements

Celui que le *New York Times* appelle le «*porte-parole-Pinocchio*», Sean Spicer, était fidèle à l'image de son boss, tant dans l'invective comme dans les contre-vérités, bien que souvent pris de court par ses volte-face. Cependant, il a dû démissionner, invoquant un désaccord avec la nomination d'un nouveau directeur de communication, Anthony Scaramucci, un financier ancien de chez Goldman Sachs. Il est remplacé par Sarah Huckabee Sanders, une jeune Républicaine vouée à Dieu... Trump a aussi remanié son équipe d'avocats suite à la démission de Mark Corallo qui la coordonnait face à Robert Mueller, le procureur spécial chargé de l'enquête sur une éventuelle collusion de Trump avec la Russie durant la campagne électorale. L'avocat personnel du président a, lui aussi, été écarté.

### Le complot russe

Le mandat de Mueller est d'enquêter sur «*tout lien et/ou coordination entre le gouvernement russe et des individus associés à la campagne du président Donald Trump*», mais aussi «*tout sujet*» découlant «*directement*» de ces investigations. Il a étendu son enquête à l'éventuelle entrave à la justice

Six mois après son élection, Trump est le président américain le plus impopulaire depuis soixante-dix ans. Le milliardaire oscille entre 36% et 40% d'opinions favorables selon les sondages, soit vingt-trois points de moins que la moyenne de ses prédécesseurs...



qu'aurait représenté le limogeage du directeur du FBI, James Comey. Interrogé lundi par la commission de renseignement du Sénat, le gendre du président, le millionnaire Jared Kushner, a admis avoir rencontré des Russes à quatre reprises, avant et après la campagne présidentielle, mais sans lien avec cette dernière... Le fils de Trump est entendu mercredi 26 juillet après les révélations sur sa rencontre avec l'avocate Natalia Veselnitskaïa, liée au FSB, le renseignement russe. L'attorney général, le ministre de la Justice, Sessions, a été contraint de reconnaître qu'il avait eu deux entretiens avec l'ambassadeur russe

à Washington, tout en affirmant, lui aussi, que ceux-ci n'avaient aucun rapport avec la campagne électorale... Et pour le moment, il s'accroche à son poste.

### L'impuissance politique

Le psychodrame qui se joue autour de l'affaire russe est pour Trump une diversion alors qu'il affiche son impuissance politique. La réforme fiscale est toujours dans les limbes, le budget, qui doit être adopté avant le 1<sup>er</sup> octobre, n'a pas encore été examiné. Alors que les juges avaient autorisé le 30 juin une entrée en vigueur partielle du décret qui interdit l'entrée aux USA aux ressortissantEs de six

pays musulmans (Syrie, Libye, Iran, Soudan, Somalie et Yémen), ainsi qu'aux réfugiés du monde entier, à l'exception des visiteurs pouvant prouver une «*relation valable avec une personne ou une entité aux États-Unis*», la Cour suprême est revenue en arrière...

Et surtout, Trump a été mis en échec par les Républicains eux-mêmes sur sa réforme de la santé, thème central de sa campagne contre l'Obamacare, aujourd'hui bien mal en point. Le nombre de travailleurEs privés de couverture progresse, alors que les compagnies d'assurance augmentent le coût des primes tout comme les franchises, alors Trump poursuit son projet d'alléger les taxes sur les hauts revenus.

Pendant que le pantin se livre à son numéro d'amuseur public, la machine fonctionne contre les travailleurEs et les classes populaires. Wall Street bat des records, les USA ont engagé les négociations sur l'Alena, le congrès s'apprête à reconduire les sanctions contre la Russie et l'Iran, les avions de chasse américains viennent de massacrer en Afghanistan 16 policiers afghans, et en Syrie, le Pentagone s'aligne sur Poutine... Mais la panique au sommet de l'État pourrait bien accélérer les manifestations d'un mécontentement exacerbé.

Yvan Lemaître



La start-up Macron. DR

technocratie d'État tout en renforçant le contrôle de l'exécutif sur les technocrates.

À propos de l'élection de Macron, Alain Badiou évoquait récemment un «*coup d'État démocratique*». Une formule paradoxale mais pertinente, confirmée par la posture «libérale-autoritaire» du nouveau président qui,

sous couvert de «modernisation» et de «rationalisation», vocable typique de la novlangue libérale, se donne les moyens institutionnels d'un exercice du pouvoir hyper concentré et ne tolérant aucune remise en question. Le récent épisode du «recadrage» du chef d'état-major Pierre de Villiers, qui a conduit à la démission de celui-ci,

illustre cette tendance : le conflit n'avait pas pour racine les moyens attribués à l'armée (puisque Macron a fini par céder) mais la volonté de Macron d'affirmer publiquement son autorité.

### Une main de fer dans un gant d'acier

L'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun et les postures martiales de Macron lors de ses premières rencontres internationales ne sont pas des accidents. L'autoritarisme est une composante du macronisme, dont les projets d'adaptation brutale des structures économiques et sociales françaises aux nouvelles configurations du capitalisme mondialisé passent par une caporalisation de la société, une marginalisation des corps intermédiaires et une mise sous tutelle des contre-pouvoirs. Macron, c'est une main de fer dans un gant d'acier, et les artifices communicationnels du président ont déjà fait long

feu, comme le montrent les critiques de plus en plus nombreuses venues d'éditorialistes rapidement revenus de leur Macron-béatitude.

À la tête d'un exécutif mal élu et disposant d'une base sociale particulièrement réduite, le manager Macron et ses chefs d'équipe, pour la plupart issus de la «nouvelle économie» et des grandes écoles de commerce, entendent exercer le pouvoir comme s'ils administraient une start-up ou un cabinet d'avocats de Wall Street : une vitrine décontractée et moderne, mais une gestion brutale et autoritaire des «ressources humaines». Le macronisme n'est pas seulement une nouvelle étape de la contre-révolution libérale, mais bien un projet de société global auquel il est indispensable, au-delà des nécessaires résistances, d'opposer un contre-modèle social, économique, écologique et démocratique tout aussi global.

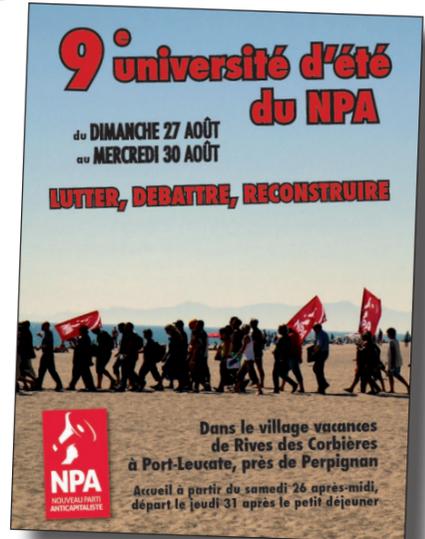
Julien Salingue

# Le chiffre - 17%

C'est la baisse annoncée de la contribution américaine au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Celle-ci ne se monterait plus qu'à 1,13 milliard de dollars, soit 222 millions de moins qu'en 2017. Et pourtant, toutes les 17 secondes dans le monde, une nouvelle personne est contaminée par le VIH...



## Agenda



## L'Anticapitaliste

suspend sa parution durant le mois d'août

Rendez-vous le  
jeudi 7 septembre

## NO COMMENT

«*Ça va messieurs dames. Si à 18, 19 ans, 20 ans, 24 ans vous commencez à pleurer parce qu'on vous enlève 5 euros, qu'est-ce que vous allez faire de votre vie?*»

CLAIRE O'PETIT, députée LREM, 24 juillet 2017, à propos de la baisse des APL

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR APB, «prérequis en licence», réduction des budgets : attaque généralisée!

Alors que le gouvernement Macron-Philippe profite de l'été pour avancer sur sa loi travail 2, l'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas exempts des attaques du ministère, entre la réduction des budgets, les 65 000 bacheliers sans facs, et la réforme sur la sélection en licence pour 2018.



Ma fac va cracker... DR

### 65 000 étudiants sans inscription...

Ils n'étaient que 2500 l'an dernier, les voilà 65 000, soit près d'un étudiant sur 13, à ne pas avoir été admis dans une formation post-bac par le logiciel APB. Évidemment, l'augmentation de celles et ceux qui commencent leur vie estudiantine par une année blanche n'est pas due à un problème informatique du portail APB, malgré des défaillances régulières. En réalité, il était attendu près de 40 000 demandes de plus, à raison de l'augmentation du nombre de bacheliers chaque année. Mais les récentes attaques contre les universités, qui ont amené à des fermetures de filières ou à des réductions des places disponibles, ont rendu les universités françaises incapables d'accueillir tous les bacheliers. En effet, le quinquennat Hollande aura été celui des « fusions d'universités », qui ont largement abouti à des fermetures de filières (surtout dans les sciences sociales et les arts) et parfois d'établissements. La nouvelle ministre de l'ESR, Frédérique Vidal, a d'ailleurs annoncé que cette situation ne pouvait plus durer, pour instaurer dès 2018 ce qui existe déjà de fait : la sélection dès la licence.

### La sélection en licence dès la rentrée 2018

C'est la prochaine attaque d'ampleur à laquelle devront faire face les étudiantEs : dès 2018, le gouvernement veut imposer la sélection en licence sous la forme de « prérequis ». Une façon de revenir sur le droit de tous les étudiantEs à pouvoir aller dans l'enseignement supérieur, en s'appuyant sur les déficits de places, qui exemptent le gouvernement de toute responsabilité.

D'autant plus que la sélection existe déjà à l'université : outre la sélection en master 1, qui a été instaurée cette année par le gouvernement Hollande et acceptée par l'Unef, ce sont près de 380 cursus universitaires qui pratiquent déjà la sélection, notamment via la forme sélective des doubles licences. Le moyen de faire une université à deux vitesses, entre des cursus d'excellence sélectifs d'un côté, avec plus d'heures et des classes moins remplies, et des cursus « poubelles » de l'autre, avec moins d'heures de cours et des salles pleines à craquer...

Et on peut penser que cela va aller de mal en pis : le gouvernement a aussi annoncé une baisse de 331 millions d'euros du budget pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Des centaines de millions d'euros qui seront surtout retirées aux facultés les moins prestigieuses : en 2013, le budget moyen de l'État pour un étudiant de l'université était de 8 000 euros... et de 21 000 euros pour les grandes écoles publiques comme Polytechnique ou Centrale. Un fossé qui va encore s'élargir, et avec lui les inégalités sociales qui vont avec.

Arthur (secteur jeune du NPA)

## Jean-Luc Mélenchon : « Venez, les gens »

Le 17 juillet sur TF1, Mélenchon a annoncé que La France insoumise organisait une montée nationale à Paris le 23 septembre contre les ordonnances et « le coup d'État social » et a appelé « les gens » à la rejoindre.

À l'évidence, il va falloir dans les semaines et les mois qui viennent faire feu de tout bois et créer le rapport de forces maximal contre Macron et son gouvernement, non seulement contre les ordonnances, la loi travail et toute la casse sociale, mais aussi contre l'ensemble de la politique réactionnaire de ce gouvernement avec l'état d'urgence pérennisé, les violences policières, la chasse aux migrantEs et l'accentuation des interventions impérialistes. La question se posait dès l'élection de Macron dont chacun connaissait le programme dévastateur, et il faudra malheureusement attendre le 12 septembre pour qu'ait lieu la première mobilisation nationale avec appel à la grève par la CGT et Solidaires.

### Un rapport de forces à construire

Heureusement, dès le 7 mai, et notamment le 19 juin dans de nombreuses villes, des manifestations locales ont eu lieu avec des appels unitaires autour de collectifs du Front social, de Solidaires et de nombreux rassemblements syndicaux et politiques, tout comme la manifestation du 14 juillet à Paris. Le NPA y a pris sa part. De même, un large appel unitaire « Pour nos droits sociaux » autour de Copernic a été largement signé et appelle à un rassemblement unitaire le 9 septembre à Paris.

La question est donc bien de construire ce rapport de forces,



DR

de créer un rassemblement de tout le mouvement ouvrier, syndicats, associations, partis contre la succession d'attaques programmées, contre un gouvernement réactionnaire qui promet d'en faire plus que Sarkozy et Hollande réunis, avec la morgue que lui donne la crise de la droite et de la social-démocratie. Il va falloir construire un affrontement social et politique qui dépasse en puissance ce que nous avons pu faire contre la loi El Khomri en 2016.

### Un seul chef, une seule ligne ?

À écouter et à lire Mélenchon, « les syndicats organisent les travailleurEs dans l'entreprise et appellent au 12 septembre », tandis qu'il représenterait, à lui tout seul, l'opposition politique de gauche, le seul combattant politique contre Macron, et son rôle serait d'appeler « les

gens » à se rassembler autour de lui. Finalement, il utilise la même méthode vis-à-vis de l'ensemble du mouvement social, des militants et des forces politiques que celle qu'il utilise au sein de La France insoumise : Mélenchon est le chef et les autres, « les volontaires » dans la FI ou « les gens » dans l'ensemble du pays, doivent se rassembler derrière lui quand il le décide, où il le décide.

Mélenchon et son groupe parlementaire jouent évidemment un rôle en s'opposant à l'Assemblée nationale aux députés d'En marche et aux représentants du gouvernement. En cela, ils reçoivent un écho médiatique important. Et il est certain que pour l'élection présidentielle comme pour les législatives, sur le plan électoral, lui et son mouvement ont rassemblé une bonne

partie des électeurEs qui voulaient marquer leur opposition aux politiques d'austérité. Mais le rapport de forces contre ce gouvernement ne va pas se construire sur les bancs de l'Assemblée mais dans les lieux de travail, les quartiers et dans la rue.

### Contre les tentations hégémoniques : l'unité

Mélenchon et le groupe qui est autour de lui veulent-ils réellement construire ce rapport de forces politique et social, aider à ce que se rassemblent toutes les forces militantes nationalement et localement pour s'opposer à Macron et à sa politique ou veulent-ils seulement occuper l'espace, faire une démonstration visant à préparer d'autres échéances électorales ?

Car la construction de ce rapport de forces ne se fera pas par un rassemblement autour d'un leader autoproclamé de l'opposition politique. Cela passe et passera par la construction de cadres unitaires et démocratiques, localement et nationalement capables, y compris face à la soumission ou la passivité de beaucoup de directions syndicales, de préparer l'affrontement nécessaire. Ces cadres se construisent et localement, le NPA, avec d'autres, s'attelle à leur construction. D'ailleurs, des militantEs se réclament de Mélenchon et de la FI y participent sans prétendre y imposer un rôle hégémonique. Il serait bon que leurs dirigeants nationaux en fassent de même.

Léon Crémieux

## ARMÉE Il faut réduire le budget militaire!

«Aucun budget autre que celui des armées ne sera augmenté» en 2018: ainsi se termine la comédie Macron-Villiers. L'armée échappe à l'austérité générale.

Pendant près d'une semaine, radios, télévisions, journaux ont vendu la fable d'un affrontement entre Macron et l'armée. Et les hommes politiques de pratiquement tous les bords se sont manifestés pour voler au secours de ce pauvre général de Villiers et dénoncer la petite coupe imposée au budget des armées. Jusqu'à Alexis Corbière de La France insoumise qui n'a pas craint d'affirmer que « les conséquences sur l'armée sont intolérables ». Eh bien non, ce qui est intolérable c'est de dépenser autant d'argent pour l'arme atomique, des interventions impérialistes extérieures et des achats aux marchands de canons.

### Une petite égratignure vite pansée

Reprenons au début. Dès le début de son mandat, Macron s'était affiché en « chef des armées », rendant sur tous les tons hommage aux militaires et annonçant une forte augmentation des crédits militaires pour les années à venir. Mais un couac intervient pour 2017 : pour rester dans les clous de la règle de déficit budgétaire de 3%, Macron et Philippe décident de couper dans les dépenses de tous les ministères. Pour un total de 4,5 milliards, mais la discussion se focalise sur les 850 millions pour les armées. De Villiers, le chef d'état-major des armées fait connaître son mécontentement devant la commission de la



défense de l'Assemblée nationale. Il y a une fuite : ses propos sont rendus publics. D'où vient-elle ? Peu importe. Macron s'énerve, rappelle qu'il est le « chef » et de Villiers finit par démissionner. Il est remplacé par François Lecointre qui a fait partie de l'opération Turquoise lors du génocide au Rwanda.

L'énerverment de Macron renvoie à la psychologie du personnage ou bien à un calcul plus politique : montrer que, contrairement à son prédécesseur, il n'est pas un président sur les

pièdes duquel on marche. Mais, dès le départ de de Villiers, il s'emploie sur la base d'Istres à faire la cour aux militaires. L'engagement de porter le budget militaire à 2% du PIB en 2025 sera tenu et, en 2018, assure-t-il, « le budget des armées sera porté à 34,2 milliards d'euros », soit une rallonge de 1,5 milliard d'euros. Ce n'est pas négligeable (même si certains commencent déjà à marmonner que c'est insuffisant) alors que 20 milliards d'économies sont annoncés pour 2018 afin de compenser les

multiples allègements d'impôts annoncés pour les entreprises et les grandes fortunes. Quelques jours plus tard, la ministre des Armées, Florence Parly, annonçait le « dégel », dès 2017, de 1,2 milliard d'euros.

### Le nucléaire sécurisé

Macron écarte en particulier toute idée d'économie sur le nucléaire : « la dissuasion nucléaire est au cœur de notre défense ». Le lien avec « la lutte contre le terrorisme » qui, depuis 2015, sert d'argument à la hausse du budget militaire, n'est pas évident... Les industriels de l'armement sont rassurés, même si quelques programmes seront décalés en 2017 : la Direction générale de l'armement (DGA) achète chaque année pour quelque 10 milliards d'euros de matériels.

Au-delà du clapotis de ces derniers jours, la politique militaire des classes dominantes en France est confortée. Celle d'un impérialisme de second rang qui utilise l'instrument militaire (force de frappe nucléaire et multiplication des coûteuses interventions extérieures) pour se hausser du col sur la scène internationale et compenser, face notamment à l'Allemagne, le recul de ses industries autres que militaire.

Henri Wilno

1917-2017:

## UN SPECTRE QUI CONTINUE DE HANTER L'EUROPE

Force est de constater que le centenaire de la révolution russe n'encombre pas l'actualité médiatique, comme si la fin de ce que Moshe Lewin avait appelé «le siècle soviétique» lui avait fait perdre tout son intérêt...

Le stalinisme a-t-il définitivement condamné la révolution russe? Relève-t-elle aujourd'hui d'un passé révolu dont l'étude doit être abandonnée aux seuls historiens? Ce serait oublier que la révolution russe reste l'exemple le plus abouti d'un processus révolutionnaire, dans lequel ceux d'en bas ont réussi à prendre le pouvoir et à poser les fondements d'une société radicalement nouvelle et qu'elle demeure pour toutes les révolutions un modèle fondamental riche d'enseignements.

### Une génération exceptionnelle

De la révolution russe, il nous faut d'abord retenir l'importance des facteurs subjectifs. Bien évidemment, la révolution russe ne peut s'expliquer sans prendre en compte la profonde déliquescence du régime tsariste. Pour autant, si la mort de l'ancien régime russe était sans doute incontournable, bien d'autres solutions de remplacement existaient, à commencer par la dictature militaire dont le spectre a plané sur la Russie tout au long de l'année 1917. La marche de la Russie vers le socialisme n'eut rien de mécanique ni d'inéluctable, mais fut le fruit du volontarisme d'une génération exceptionnelle de révolutionnaires, ce qui suppose qu'on ne peut la comprendre sans faire toute sa place au rôle des hommes.

D'abord, à cet intellectuel collectif que fut le parti bolchevik qui joua un rôle essentiel dans la mise en place du processus révolutionnaire. Ensuite, à la personnalité de Lénine, sans lequel rien n'aurait sans doute pu être possible, même s'il faut comprendre qu'il fut le produit exceptionnel d'une lignée exceptionnelle de révolutionnaires russes, héritière du vieil esprit insurrectionnel des masses paysannes russes. Si le bolchevisme est un rameau du marxisme, il ne peut se comprendre sans être situé dans la continuité de cette longue tradition révolutionnaire propre au socialisme russe qui, d'Herzen à Plekhanov, en passant par Tkatchev et Tchernychevski, constitue une source fondamentale mais souvent sous-estimée du léninisme.

Dans le mouvement socialiste du début du 20<sup>e</sup> siècle, à l'heure où celui-ci attendait dans les fauteuils de velours des Parlements européens que le socialisme naisse des lois d'airains de l'évolution historique, les socialistes russes détonnaient par leur foi indomptable en la révolution. Rien ne semblait pourtant aussi peu probable qu'une révolution dans cette terre d'autocratie, d'analphabétisme, de misère et de bigoterie réactionnaire. Rien ne pouvait donc permettre de prendre au sérieux ces militants révolutionnaires russes, aussi crasseux que misérables, qui passaient leur temps à échafauder des projets d'attentats ou d'insurrections que les dirigeants costumés des partis socialistes européens regardaient avec condescendance et réprobation.

Et pourtant, les révolutionnaires russes eurent non seulement le mérite d'être «les seuls qui puissent s'écrier: "j'ai osé"», comme devait l'écrire Rosa Luxemburg, mais aussi et surtout d'avoir défié toutes les lois du matérialisme historique en créant chez eux le premier État socialiste au monde.

### La mise en marche de tout un peuple

Mais ce que nous montre d'abord et avant tout la révolution de 1917, c'est l'incroyable force que peut dégager un peuple lorsqu'il a décidé de ne plus supporter l'oppression. Car la grande leçon de la révolution de 1917 est bien dans la mise en marche de tout un peuple.

La révolution, ce sont ces ouvriers qui réquisitionnèrent leurs usines; ces paysans qui brûlaient les manoirs seigneuriaux et proclamaient leurs propres républiques; ces soldats qui fusillaient leurs officiers et refusaient de continuer la guerre; ces minorités nationales qui proclamèrent leur indépendance sans attendre que le gouvernement provisoire ne se soucie de la leur donner; ces femmes qui imposèrent le droit à l'avortement, 55 ans avant la loi Veil. Dans son *Histoire de la révolution russe*, Trotski rapporte l'étonnement qu'éprouva l'honorable sénateur Zavadsky, lorsque le 28 février le conducteur du tramway qu'il avait emprunté à Petrograd stoppa brutalement sa machine en pleine voie et intima aux voyageurs l'ordre de sortir en leur disant qu'il n'irait pas plus loin. Zavadsky se préparait à lui intimer l'ordre de repartir sur le champ, lorsqu'il en fut dissuadé par le visage terrible du conducteur qui lui donnait l'allure d'une «tête de loup». Il comprit aussitôt que les temps avaient changé et qu'il valait mieux pour sa sécurité qu'il descende du tramway sans discuter.

Tel est certainement l'enseignement majeur de la révolution russe: si puissante soit l'oppression, il est toujours possible que ceux d'en bas se fassent «têtes de loup» et imposent leur pouvoir. C'est pourquoi la révolution russe reste ce spectre qui hante l'Europe.

Laurent Ripart



C'est une ville à part, dans un empire tsariste à 80% rural. De loin la plus grande ville, sa population a doublé en 20 ans pour atteindre 2,4 millions d'habitants en 1917. Elle est une cité élégante, concentrant les centres politiques et intellectuels, les 70 000 fonctionnaires de la cour, et le principal centre industriel et financier (3/4 des actifs financiers russes), avec des usines parmi les plus modernes du monde. Elle est entourée de faubourgs ouvriers sordides, situés à un jet de pierre des lieux de pouvoir. La mortalité dans ces quartiers est énorme à cause des épidémies, du manque d'hygiène, de la surpopulation (3,4 personnes par cave)...

### La ville usine

En 1914, 80% des usines sont reconverties pour l'effort militaire. Principal centre de production d'armements, sa production industrielle double, et le nombre d'ouvriers passe de 270 000 à 420 000<sup>2</sup>, avec un afflux de paysans travailleurs et de membres des minorités nationales. L'État fournit les commandes et dirige lui-même 31 usines qui occupent un tiers de la main-d'œuvre. Il en possède, comme l'Usine de tube (19 000 travailleurEs), la Cartoucherie (10 000), les Explosifs Okhta (10 000)... ou il les contrôle, comme Poutilov (30 000), les chantiers navals Nevsky (6 000)...

Sept ouvriers sur dix travaillent dans des établissements de plus de 1 000 travailleurEs, avec 38 usines de plus de 2 000. La taylorisation est très présente, la durée de travail est de 10 à 12 heures par jour pour des salaires de misère, avec le travail aux pièces, les amendes. S'ajoutent à cela des accidents du travail fréquents, le fléau quotidien d'une hiérarchie composée d'officiers. «Petrograd représentait un îlot de capitalisme d'État technologique sophistiqué dans un pays où le mode de production était encore celui d'un capitalisme rudimentaire ou précapitaliste.»<sup>3</sup>

### Des grèves au soviet

Fin 1916, la ville n'a pas été touchée de la même manière que le reste du pays par la mobilisation, car le besoin en qualification dans l'industrie de guerre a limité les départs au front. Il reste des noyaux d'ouvriers qualifiés et expérimentés, membres des partis socialistes dans toutes ces usines. Le parti bolchevik est ainsi présent dans la plupart des grandes usines

## PETROGRAD LA ROUGE, L'ÉPICENTRE DE LA RÉVOLUTION

La révolution russe est rythmée par les événements de Petrograd. Des manifestations des femmes pour le pain en février à la prise du palais d'Hiver, en passant par les «journées de juillet», tous les tournants de la révolution passent par la capitale tsariste, Saint-Petersbourg, devenue Petrograd en 1914<sup>1</sup>.

métallurgiques<sup>4</sup>. Mais la guerre désorganise l'ensemble de l'économie, des transports (en 1917, la moitié des locomotives est immobilisée), montrant la dépendance russe aux technologies occidentales pour partie allemandes. Le rôle politique de Petrograd se confirme dès la renaissance des grèves à partir d'août 1915, lorsque les métallos de Poutilov se mettent en grève pour une augmentation salariale de 70%<sup>5</sup>. Dès la fin de l'année 1916 se multiplient des grèves de plus en plus politiques, contre le tsarisme et pour la fin de la guerre.

Le soviet qui se met en place dès le 27 février va bientôt être constitué de 850 délégués ouvriers (mais pas une seule femme... alors que celles-ci représentent 30% du prolétariat de Petrograd) et 2 000 délégués de soldats. Il est dirigé par un comité exécutif d'une soixantaine de membres presque tous militants des partis.

### Les masses s'organisent

Si le soviet représente le pouvoir alternatif au gouvernement provisoire, les masses s'organisent dans d'autres structures. Ainsi, les syndicats renaissent lentement, avec des dizaines de milliers d'adhérents (140 000 en juillet, 300 000 en octobre), des locaux, des permanents, et négocient avec les chambres patronales des accords tout au long de l'année 1917. Mais très vite, la ville se couvre de structures de la vie quotidienne: comités d'usines, de soldats, de quartiers, milices. Dès mars, des centaines de comités d'usine élus en AG imposent la journée de 8 heures, des augmentations de salaires, l'épuration, le contrôle des embauches et des licenciements, organisent des clubs ouvriers. C'est dans le secteur étatique qu'ils prennent le plus de pouvoir. Les comités de quartiers organisent la vie quotidienne, les réquisitions de logements, les crèches, les cantines...

Les milices civiles et ouvrières remplacent la police démantelée: ils seront 20 000 au cours de l'été 1917. Les comités de soldats se généralisent dans une garnison de 200 000 hommes entassés dans des casernes prévues pour 20 000...

Le tirage des journaux quotidiens est multiplié par trois, et atteint en juin un million d'exemplaires. Des centaines de brochures paraissent: 27 millions d'exemplaires au cours de l'année.

### L'hégémonie bolchevique

C'est au sein de cette effervescence démocratique que les bolcheviks – qui étaient un peu moins forts que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (SR) en février (selon les auteurs, ils étaient entre 15 000 et 30 000 à Petrograd en février, malgré la répression et la guerre<sup>6</sup>) – vont devenir majoritaires. Fin mai, la conférence des comités d'usine, 500 délégués de 397 usines, est à majorité bolchevique. Le 18 juin, ils dominent la rue autour mot d'ordre «*Tout le pouvoir aux soviets*» dans la manifestation du soviet... qui est toujours à ce moment-là à majorité SR et menchevik.

Le 31 août, une motion bolchevique est adoptée au soviet avec l'apport des SR de gauche et des mencheviks internationalistes. Le 9 septembre, le comité exécutif du soviet est à majorité bolcheviks-SR de gauche<sup>7</sup>. En octobre, le parti bolchevik a 40 000 membres à Petrograd, dont 2/3 d'ouvriers. Le processus de prise de pouvoir montre qu'à ce moment-là n'y a plus d'appareil d'État capable de résister dans la ville. Les gares, ponts, téléphone, postes sont pris sans aucun affrontement. La banque d'État est occupée par 40 marins. Les quelques milliers d'hommes (trois unités de marins, deux régiments et quelques détachements de gardes rouges) qui investissent le palais d'Hiver ne se voient opposer aucune résistance<sup>8</sup>, alors que la vie de la

ville poursuit tranquillement son cours. Les cosaques et les cadets sont partis dans la soirée, et il ne reste que moins de 300 soldats.

### L'effondrement

Mais le rapport de forces à Petrograd n'est pas celui de l'ensemble de la Russie, traversée en même temps par une gigantesque révolution paysanne pour la terre, par le soulèvement des nationalités opprimées. La réaction va se réorganiser, et c'est au cours de la guerre civile qu'elle sera vaincue. Petrograd ne sortira pas indemne de cet affrontement. Dès l'année 1918, l'effondrement économique produit des dizaines de milliers de licenciements, les fermetures d'usines. En outre, tant la volonté de participer au partage des terres que la famine poussent des milliers de paysans travailleurs à retourner au village. Dans les six premiers mois de 1918, plus d'un million de personnes fuient la ville. Une partie des ouvriers licenciés rejoint l'Armée rouge. En juin 1918, il ne restait plus que 13 500 bolcheviks à Petrograd. Entre-temps, le 12 mars 1918, Moscou était devenue la capitale. En quelques mois, la ville qui a fait la révolution disparaît...

### Patrick Le Moal

1 – Saint-Petersbourg était trop allemand.  
2 – Ils représentent alors 12% des 3,4 millions de prolétaires industriels de la Russie.  
3 – Stephen A. Smith, *Petrograd rouge, La révolution dans les usines*, p. 23  
4 – Ils jouent par exemple un rôle actif dans les quatre hôpitaux créés par les caisses de santé gérées par les représentants ouvriers et patronaux.  
5 – La victoire est accompagnée d'un envoi au front de 2800 ouvriers.  
6 – Sur 10 000 dans une centaine de villes.  
7 – Le 10 septembre, les SR de Petrograd sont exclus du parti SR pour avoir voté avec les bolcheviks. À ce moment, les SR de gauche représentent entre un tiers et la moitié du parti SR.  
8 – L'attaque du film *Octobre* d'Eisenstein est imaginaire.

## 1917 ET LA QUESTION PAYSANNE

Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, plus de 90% de la population russe est paysanne. L'État tsariste, particulièrement despotique, s'est de longue date subordonné la noblesse et l'Église et a réduit la paysannerie au servage...

**B**ien que le servage soit officiellement aboli en 1861 par Alexandre II, la répression des révoltes paysannes, issues de l'absence d'amélioration des conditions de vie, se poursuit. Sur fond de famines récurrentes et de misère, la volonté de posséder réellement les terres cultivées se fait de plus en plus forte, et les premiers « populistes » considèrent que c'est de là qu'une révolution peut surgir en Russie.

### À quoi sert la paysannerie ?

Au niveau stratégique, Marx s'était demandé si la propriété communautaire des campagnes, le « mir », pourrait servir de point d'appui à une transition vers le socialisme faisant l'économie de la transition capitaliste, Engels la considérant au contraire comme archaïque et en cours de décomposition. Lénine, menant bataille contre les populistes, défendra que l'agriculture russe est déjà profondément transformée dans le sens capitaliste. Avant comme après 1905, les mencheviks, reprenant l'ancienne vision « standard » de Marx qui estimait malgré tout que les pays capitalistes avancés seraient la locomotive de la révolution prolétarienne, défendent que la révolution en Russie, pays arriéré au possible, devra d'abord être bourgeoise et démocratique, et que le mouvement ouvrier ne saurait y jouer un rôle de premier plan. Lénine, pour qui le temps de la révolution socialiste n'est pas non plus venu, estime cependant que la bourgeoisie sera incapable de

mener cette révolution, que son sujet sera bicéphale, ouvriers et paysans de concert, et que la forme du pouvoir politique à venir sera leur « dictature révolutionnaire et démocratique » commune. Trotski, de son côté, avance dès 1905-1906 une première version de la théorie de la révolution permanente : une telle coalition est improbable car elle supposerait la capacité de la paysannerie à jouer un rôle politique suffisamment indépendant, au moins autant que la classe ouvrière, ce qu'il juge impossible. Seule la dictature hégémonique du prolétariat, alliée avec cette paysannerie pauvre comme appui, sera à même de prendre en charge les tâches démocratiques (comme la réforme agraire, la conquête des libertés civiles et politiques, etc.) mais sera conduite, de ce fait, à initier les tâches proprement socialistes en faisant intrusion dans la propriété privée. Ce par quoi il anticipe le processus à venir.

### Pour le partage des terres

Le sort de l'insurrection des journées de février 1917 va dépendre de l'armée, qui est de composition essentiellement paysanne. Le basculement de la majorité des unités de soldats et de la garnison de Pétrograd, la fraternisation du *moujik* en uniforme, petit paysan arraché de force à sa terre et son village, et du métal radicalisé, scellent le destin de l'État tsariste. Dans les villes comme les campagnes, la chute de l'autocratie ouvre une ère d'espérance sans

précédent. Le gouvernement provisoire continue cependant la guerre et lui subordonne tout le reste (d'abord sous la domination libérale-bourgeoise des cadets, puis sous la première coalition incluant mencheviks et SR).

Lénine, dans ses *Thèses d'avril*, redéfinit alors contre les « vieux bolcheviks » le caractère de la révolution. Jugeant que la dictature démocratique est déjà en partie réalisée, il condamne le gouvernement provisoire et exige « *Tout le pouvoir aux soviets* ». La dualité de pouvoir reflète une situation de « transition » entre la première étape, bourgeoise, et la seconde à venir, devant « remettre le pouvoir entre les mains du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie ». Convergeant dès lors avec les vues antérieures de Trotski, Lénine est également conscient que la nationalisation ou la socialisation des terres n'est pas à l'ordre du jour, c'est leur partage, revendiqué par les SR, que les bolcheviks mettent en avant.

À l'approche de l'été, les attentes ouvrières se voient de plus en plus déçues, les réformes sur la journée de travail, les salaires, le ravitaillement et bien entendu la paix, sont incessamment repoussées, de même que les aspirations paysannes, subordonnées à la protection de la grande propriété foncière. Le ressentiment s'attise et les campagnes s'enflamment, des milliers de soulèvements locaux règlent de fait le problème du partage et de l'expropriation, mettant à sac manoirs et grandes



propriétés, pillant et saccageant ce qui ne pouvait être réapproprié, distribuant aux comités locaux les terres enfin conquises. Lénine fait pression pour que le parti bolchevik soutienne ces insurrections paysannes. Le décret sur la terre prononcé le jour même de la prise du pouvoir en octobre, avalisant le fait accompli, proclame de façon parlante « *l'abolition sans indemnité de la propriété privée et la remise de toutes les terres à la disposition des comités agraires locaux* ».

### Tensions et Nouvelle politique économique...

Au cours des années 1918-1921, pour faire face à l'effroyable guerre civile qui dévaste un pays déjà ravagé par la guerre et la famine, le « communisme de guerre » impose la nationalisation des industries et du commerce, l'interdiction de l'entreprise privée, etc. mais aussi

le travail obligatoire des paysans, la réquisition de la production agricole au-delà du minimum vital, sans compter les enrôlements forcés au sein de l'Armée rouge. Les tensions avec la paysannerie renaissent en proportion. Les bolcheviks opèrent à partir de mars 1921 le virage de la nouvelle politique économique (NEP) qui fait réémerger un large secteur privé dans le commerce, l'agriculture et l'artisanat. La production agricole est relancée et retrouve progressivement les trois quarts de son niveau d'avant-guerre, la vie citadine renaît et les relations entre le pouvoir bolchevique et les campagnes s'apaisent considérablement. Mais au prix de lourdes menaces pour la révolution, s'incarnant aux yeux des protagonistes dans la figure du paysan réenrichi, le koulak, autour duquel graviteront, de façon sinieuse, les années suivantes, jusqu'au tournant de la

collectivisation brutale de la fin des années 1920 sous l'impulsion de Staline.

Trotski écrivait dans son *Histoire de la révolution russe* : « Pour que se fondât un État soviétique, il a fallu le rapprochement et la pénétration mutuelle de deux facteurs de nature historique tout à fait différente : une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise. Toute l'année 1917 se dessine là. »

Par contraste, pour toute une série de raisons renforcées ou induites par la dégénérescence stalinienne, la suite de l'histoire de la Russie révolutionnaire sera incapable de réussir à nouveau ce grand écart.

**Emmanuel Barot**

Lire aussi « La révolution de 1917 face à la "question paysanne" », dans *L'Anticapitaliste* n°87 (mai 2017)

## UNE ÉTAPE MAJEURE DANS LA LUTTE ÉMANCIPATRICE DES FEMMES

**L**a modernisation de la Russie modifia l'ordre des choses. Pour celles qui partirent à l'usine, il leur fallut affronter des conditions de travail atroces. Les ouvrières travaillaient jusqu'à 14 ou 16 heures par jour sous le fouet des contre-maîtres, pour des salaires bien inférieurs à ceux des hommes. Elles n'avaient aucune protection sociale et devaient par exemple accoucher au pied de la machine, en payant une amende pour les heures non effectuées.

Pour autant, cette rupture avec le cadre patriarcal de la société rurale permit une première émancipation des femmes avec en particulier un net essor de l'alphabétisation. Cette transformation touchait l'ensemble des classes sociales, à commencer par les plus aisées, puisqu'à la veille de la Première Guerre mondiale 45% des étudiants russes étaient en fait des étudiantes.

### Le premier mouvement féministe russe

Tout en n'échappant pas aux préjugés patriarcaux ambiants qui imprégnaient le comportement de ses principaux dirigeants, le mouvement socialiste fut un cadre privilégié pour ces femmes cherchant à s'émanciper. Tout en étant le plus souvent reléguées dans des positions subalternes, chargées en général du secrétariat ou encore

L'arriération économique de la Russie tsariste se reflétait aussi sur ses structures sociales, ce qui en faisait une terre profondément patriarcale. Dans la société rurale russe, les femmes étaient ainsi mariées par leur père qui les remettait au mari qu'il leur avait choisi, en lui transmettant son autorité par la remise d'un fouet qui n'était pas destiné à rester symbolique...



Alexandra Kollontai, à gauche. DR

du samovar, les femmes entrèrent en nombre conséquent dans les organisations révolutionnaires. Certaines d'entre elles, du moins lorsqu'elles étaient issues des plus hautes classes de la société, y exercèrent un rôle dirigeant, à l'exemple de Vera Zassoulitch, une anarchiste russe qui se rendit célèbre pour avoir tiré en 1878 sur un chef de la police, avant de se convertir au marxisme et de devenir l'une des

principales dirigeantes des mencheviks. Vera Zassoulitch n'était pas un cas isolé : 21 des 43 révolutionnaires condamnés aux travaux forcés ou à la prison à vie dans les années 1880 étaient des femmes.

Cette montée en puissance des femmes se traduisit, dans le contexte de la révolution de 1905, par la création d'un premier mouvement féministe russe, qui trouva sa concrétisation dans la fondation

en février 1905 de l'Union des femmes pour l'égalité des droits. Les femmes russes y développèrent un premier programme de revendications spécifiques : suffrage universel sans distinction de sexe, égalité des sexes devant la loi, lois de protection pour les ouvrières, les paysannes et les prostituées, etc. En 1908, l'Union des femmes parvint à organiser un congrès rassemblant 1000 déléguées, appartenant à toutes les tendances de l'opposition, de la bourgeoisie libérale jusqu'aux bolcheviks.

### Femmes au pouvoir

Avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, les femmes jouèrent un rôle croissant dans la production. C'est pourquoi elles furent à l'initiative de la révolution de février qui débuta par la participation des ouvrières de Pétrograd à la journée de grève internationale pour les droits des femmes que la II<sup>e</sup> Internationale avait mis en place le 8 mars (23 février dans le calendrier grégorien).

Dans l'ensemble du processus révolutionnaire de l'année 1917, les femmes jouèrent un rôle majeur

qui ne se refléta toutefois pas dans leur place dans les soviets et encore moins dans les organisations socialistes. Le 6<sup>e</sup> congrès du parti bolchevik, qui se tint en juillet-août 1917 à Pétrograd, ne comptait ainsi que 10 femmes sur 171 délégués... La révolution d'Octobre ne modifia pas cet état de chose, même si la nomination d'Alexandra Kollontai comme commissaire du peuple à l'Assistance publique permit à la Russie de devenir le premier pays au monde à avoir une femme au gouvernement. Sous l'impulsion d'Alexandra Kollontai et d'Inès Armand, le gouvernement soviétique mit non seulement en œuvre le programme de l'Union des femmes, mais le dépassa largement en impulsant une véritable révolution dans les relations de genre.

### La révolution des droits

Entre 1917 et 1920, les femmes russes obtinrent des droits démocratiques de base : droit au divorce, droit à l'avortement, suffrage universel sans distinction de genre. Le Code civil fut radicalement réformé, avec la suppression de l'autorité du chef de famille et la possibilité pour un couple marié d'adopter le nom de

l'époux ou celui de l'épouse, ce qui amena par exemple Trotski à prendre le nom de sa femme.

Les femmes obtinrent aussi de nouveaux droits sociaux (congés maternités, égalité salariale et professionnelle etc.). Les Codes civil et pénal fut totalement réécrit, l'adultère comme l'homosexualité n'étant par exemple plus considérés comme des délits. La nouvelle Union soviétique devenait ainsi, de très loin, le pays le plus avancé au monde quant aux droits des femmes.

Dans leur lutte contre l'ordre patriarcal, les bolcheviks s'attachèrent aussi à ouvrir de nouvelles voies, en faisant par exemple reconnaître le travail ménager dans la nouvelle Constitution soviétique et en menant une politique de socialisation du travail domestique, par la mise en place de crèches, de cuisines et de laveries collectives. Cette révolution se traduisit aussi dans les mœurs, Kollontai et Armand s'attachant en particulier à promouvoir une libération des relations amoureuses refusant toute forme de possession du corps des femmes.

**Laurent Ripart**

# LES AVANCÉES DE LA RÉVOLUTION SUR LA QUESTION NATIONALE

À la veille de la Première Guerre mondiale, la Russie est un immense empire qui s'étend sur 1/6 des terres émergées et deux continents (21,8 millions de km<sup>2</sup> et 175 millions d'habitants), qui a annexé la Finlande, les provinces baltes, la Pologne, le Caucase, la Sibérie, une bonne partie de l'Asie centrale, etc.

La Russie comptait une centaine de nationalités : Russes (la plus importante minorité, 44% au recensement de 1897), Ukrainiens (18%), Turco-Mongols (12%, Kazakhs, Ouzbeks, Azéris, Tatars, Bouriates, etc.), Polonais (7%), Juifs (4%), Finnois (3%), Finlandais, Estoniens, Mordves, etc.), Allemands, Biélorusses, Lettons, Lituanais, Géorgiens, Arméniens, Iraniens, Roumains...

## Pour le droit à l'autodétermination

La Russie tsariste est une vaste « prison des peuples ». Elle mène une politique de colonisation et de russification : accaparement de terres, interdiction de langues allogènes, répression des nombreuses révoltes nationales (en Pologne en 1864, par exemple), déportation de populations (Caucase), etc. Le régime tsariste est antisémite : pogroms, zones de résidence, interdictions professionnelles, etc.

La révolution de février suscite beaucoup d'espoirs parmi les peuples opprimés de Russie. Le gouvernement provisoire renvoie les problèmes à la future Assemblée constituante, voire s'oppose aux aspirations nationales, comme en Finlande. C'est à la révolution d'Octobre que revient la lourde tâche d'apporter une solution à la question nationale.

Le « droit à l'autodétermination pour toutes les nations incluses dans les limites de l'empire russe » est inscrit dans le programme du parti depuis 1903, ce qui avait provoqué un clash avec l'organisation polonaise de Rosa Luxembourg, « internationaliste intransigeante », catégoriquement opposée à la perspective d'indépendance de la Pologne.

Si la II<sup>e</sup> Internationale en avait adopté vaguement le principe en 1896 sur proposition de Kautsky pour se débarrasser du conflit interne sur la Pologne, Lénine construit un corpus solide et cohérent. Si la question nationale a des aspects économique, culturel, voire « psychique », elle est, pour Lénine, avant tout démocratique et surtout politique. L'objectif est bien sûr l'internationalisme prolétarien, l'unité des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie et leurs gouvernements. Le mot d'ordre d'autonomie nationale dans une république fédérale ne suffit pas pour surmonter les haines accumulées par le nationalisme oppresseur « grand-russe » chez les peuples opprimés et effacer les divisions nationales entre les ouvriers. Seul le droit à l'autodétermination, y compris jusqu'à la séparation, l'indépendance, permet une réelle égalité entre les peuples et fournit la base d'une fédération libre et volontaire (qui



Le congrès de Bakou, premier congrès des peuples d'Orient, en septembre 1920. DR

sera réalisée sous la direction de la classe ouvrière) : Lénine l'illustre avec le cas du divorce.

## « La libre union de nations libres » et ses limites

Adopté juste après la révolution d'Octobre, le décret sur les nationalités proclame « l'égalité et de la souveraineté de tous les peuples du pays, leur droit à l'autodétermination, y compris la sécession et la

formation des États indépendants ». La Russie soviétique reconnaît l'indépendance de pays appartenant auparavant à l'empire russe, Finlande, Pologne, Ukraine, pays Baltes, pays transcaucasiens, pour la plupart dirigés par des partis nationalistes bourgeois.

Proclamée le 12 janvier 1918 après la dissolution de la Constituante, la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) est

basée sur « la libre union de nations libres, en tant que fédération de Républiques soviétiques nationales ». Elle laisse la possibilité à chaque citoyen de choisir sa nationalité et octroie aux ouvriers et paysans de toute nationalité résidant sur le territoire de la RSFSR les mêmes droits politiques. Elle crée une trentaine d'entités territoriales nationales autonomes (comme l'État des travailleurs allemands de la

Volga, dissous par Staline en 1941) et mène une politique volontariste de formation de cadres nationaux, alors que les bolcheviks y sont peu ou pas représentés. Les cultures nationales (langue, littérature, etc.) sont largement développées, voire même parfois régénérées : aucun régime n'a autant fait pour la promotion des cultures de ses minorités nationales.

Le bilan du jeune pouvoir soviétique sur la question nationale est incontestablement positif. Certes, au cours de la guerre (dont il se serait bien passé, comme le montre la signature du terrible traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne le 3 mars 1918), le droit à l'autodétermination s'efface souvent devant le rapport de forces militaires sur le terrain, par exemple en Ukraine dont la capitale Kiev change de mains 10 fois entre décembre 1917 et juin 1920. Et bien avant la profonde régression de l'époque stalinienne, il y a aussi eu de grosses taches sombres, comme l'intervention militaire de l'Armée rouge en Pologne jusqu'aux portes de Varsovie lors de la guerre russo-polonaise de 1920 ou l'annexion de la Géorgie menchevique début 1921... sous l'égide d'un Géorgien commissaire aux nationalités nommé Staline, ce qui fera l'objet du « dernier combat » de Lénine. **Lemmy K.**

# UN NOUVEL ART POUR UN MONDE NOUVEAU

Avec la révolution d'Octobre, de nombreux artistes voient la possibilité de construire une société nouvelle, un rapport nouveau à la culture et la perspective de mettre en œuvre la théorie d'un art global.

L'artiste, vu auparavant comme extérieur à la société, doit à présent y prendre part. Il doit apprendre à se servir des moyens de production modernes et les utiliser pour créer. Après avoir si longtemps servi les intérêts de la bourgeoisie, il doit mettre sa créativité et son énergie au service du prolétariat : « l'art doit être transformé en travail et le travail en art ». En faisant voler en éclats les délimitations entre art, artisanat et travail, les artistes révolutionnaires suppriment également le cloisonnement entre les différents supports artistiques (sculpture, littérature, théâtre, musique...) à la recherche d'une forme d'art total.

## Rendre la culture accessible à tous

Pour mettre en œuvre cela, il faut également changer le rapport de la société à l'art et particulièrement rendre tous les aspects de la création artistique accessibles à tous. Dès 1917, la révolution s'accompagne d'une politique culturelle et éducative ambitieuse, ayant vocation à démocratiser l'art mais aussi la possibilité de devenir soi-même un artiste. Entre 1917 et 1921, pas moins de 36 musées sont construits partout à travers le pays. Des collections d'art moderne sont également

constituées et font de l'URSS le premier pays à exposer de l'art abstrait. Certains de ces musées sont d'ailleurs dédiés à l'éducation artistique. Ils sont nommés « Musées de la culture artistique » et visent à « familiariser les gens avec le mécanisme et les méthodes de la création artistique ».

Des écoles et des ateliers, nommés *Vkhoutemas*, sont également mis en place dans le but de former les futurs artistes. Le décret qui les constitue insiste sur la fusion des beaux-arts traditionnels avec les arts appliqués et une approche plus industrielle de la création. Ces écoles ont ainsi pour but de « préparer les artistes principaux aux qualifications les plus élevées pour l'industrie, les constructeurs et les directeurs pour l'éducation professionnelle technique ».

Parmi d'autres mouvements qui se constituent et se développent à cette époque en URSS, le constructivisme reste probablement la forme la plus aboutie et la plus militante de cet art au service de la révolution.

## Tatline et le constructivisme

Le constructivisme se caractérise par une approche matérialiste de la création artistique. Il se veut utile au développement social et à la construction d'un nouvel ordre social. Il est ainsi très lié à une

conception utilitaire de la création applicable à tous les domaines de l'environnement (livre, textile, théâtre, architecture...). Pour les constructivistes, la réalité à transcrire est concrète et non de l'ordre de la métaphore. Leurs œuvres sont donc élaborées à partir des méthodes qui prévalent dans le monde de l'industrie et de l'architecture et témoignent d'une attention portée au matériau et à la structure. Ils annoncent la mort de la peinture de chevalet et l'avènement d'un art de masse : la production d'objets utilitaires.

Tatline est l'un des artistes initiateurs du mouvement. Il travaille dès le début des années 1910 sur ce qui mènera à la théorie d'un art constructiviste. Ses œuvres ne sont pas figuratives et ne comportent aucune iconographie. Elles montrent simplement la combinaison des matériaux ordinaires (bois, verre, tôle, corde...) sur un support de bois. Leur assemblage, qui se fait dans le strict respect des qualités intrinsèques des matériaux, vise à rendre perceptibles leurs propriétés naturelles par les volumes, les rythmes et les contrastes de facture. La révolution d'Octobre lui inspire la maquette du « Monument à la III<sup>e</sup> Internationale » (1919-1920), sorte de tour de Babel inclinée, réalisée en fer et en verre sur une hauteur de 25 mètres. Le projet initial, qui devait être construit sur une hauteur de presque 400 mètres, être habité et comporter des modules animés par des mouvements giratoires autonomes ne sera jamais finalisé. Cette œuvre, peut-être plus que tout

autre, propage, y compris à l'international, le mythe de « l'artiste-ingénieur ». Au cours des années 1920 Tatline dirige son activité vers la décoration théâtrale et des réalisations purement productivistes (prototypes de combinaisons de travail, chaises, théières...).

## Un art en prise avec la réalité

À sa suite, les frères Pevsner et Naum Gabo placardent en août 1920 dans les rues de Moscou le « Manifeste réaliste ». Ils y revendiquent un art en prise avec la réalité, lié aux matériaux nouveaux, ou « l'espace, matière malléable, devient partie intégrante de l'œuvre ». Ils proclament également le refus du volume au nom de la profondeur et de la transparence.

Leur travail, ainsi que l'apport de ce manifeste est déterminant dans le développement du constructivisme et marque Aleksandre Rodtchenko, autre artiste majeur du mouvement. C'est à cette époque que l'artiste, avec Stepanova, Exter, Vesnine et Popova, constitue le Groupe de travail des constructivistes qui organisa les expositions intitulées la 3<sup>e</sup> manifestation de l'Obmokhou (mai 1921) et « 5 × 5 = 25 » (septembre 1921).

Plusieurs élèves de Tatline, au sein des *Vkhoutemas*, vont contribuer à développer ces conceptions. Popova et Stepanova travaillent en lien avec l'industrie textile, créent des motifs décoratifs pour des tissus. Les collaborations se multiplient presque à l'infini, notamment dans la confection de décors, de costumes et d'affiches



Maquette du monument à la III<sup>e</sup> Internationale par Tatline. DR

pour le théâtre révolutionnaire. Le théâtre, notamment porté par le metteur en scène Vsevolod Meyerhold est ainsi à cette époque le lieu le plus abouti de la mise en œuvre des théories constructivistes. Il est le lieu de la rencontre de tous les arts.

Cet élan va par la suite être brisé par la stalinisation qui muselle progressivement toute forme de création révolutionnaire et novatrice au profit d'un art strictement propagandiste et inféodé au pouvoir. En 1930, le régime soviétique, décidant

de fermer les *Vkhoutemas*, réduit au silence de nombreux artistes ou les contraint exclusivement à un art de propagande. Dans le même temps, la diffusion de l'esthétique constructiviste en Europe contribue très vite à en élargir le sens et à désigner l'ensemble de l'art abstrait géométrique. Par chance, la postérité de cette révolution artistique influence durablement la création artistique occidentale et put ainsi survivre – contrairement à ses créateurs – aux purges staliniennes... **Manon Boltansky**

## Pour aller plus loin

### OUVRAGES DE BASE

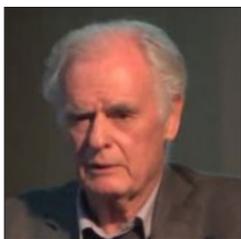
- **Marc Ferro**, *la Révolution de 1917, L'Évolution de l'humanité*, 1997, 18,30 euros (un classique universitaire centré sur l'année 1917).
- **Orlando Figes**, *la Révolution russe. 1891-1924, la tragédie d'un peuple*, Folio histoire, 2009, 2 vol., 13,50 euros chaque (une magnifique fresque du processus révolutionnaire russe par un grand historien britannique aussi flamboyant que controversé).
- **Jean-Jacques Marie**, *Histoire de la guerre civile russe, 1917-1922*, 2015, Texto, 10,50 euros (l'étude par un historien marxiste du passage de la révolution russe à la guerre civile).
- **Alexander Rabinowitch**, *Les bolchéviques prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd*, La Fabrique, 2016, 28 euros (une analyse précise de la stratégie de conquête du pouvoir mise en place par les bolchéviques entre juillet et octobre 1917, écrite avec rigueur par un grand historien américain).
- **Léon Trotski**, *Histoire de la révolution russe*, Seuil, 1995, 2 vol., 11,50 euros + 12,30 euros (une grande fresque historique sur 1917 et un ouvrage majeur sur la stratégie révolutionnaire).
- **Nicolas Werth**, *les Révolutions russes, Que sais-je?*, 2017, 9 euros (l'analyse d'un historien antimarxiste, mais très claire et honnête).

### APPROFONDISSEMENT

- **Oskar Anweiler**, *les Soviets en Russie 1905-1921*, Paris, Bibliothèque des histoires, 1972, épuisé (l'ouvrage de référence sur les soviets).
- **Pierre Broué**, *le Parti bolchévique. Histoire du PC de l'URSS*, Paris, Les Éditions de minuit, 1971, 2e éd., épuisé (un classique d'un grand historien trotskiste).
- **Lars T. Lyh**, *Lénine. Une biographie*, Singulières modernités, 2015, 22 euros (une synthèse brillante sur la figure majeure de la révolution).
- **Stephen Smith**, *Petrograd rouge, la révolution dans les usines (1917-1918)*, Nuits rouges, 2017, 17 euros (une traduction d'un ouvrage fondamental sur le contrôle ouvrier et les expériences autogestionnaires dans les usines de Petrograd).
- **Nicolas Werth**, *La vie quotidienne des paysans russes de la Révolution à la collectivisation (1917-1939)*, La vie quotidienne, 1984, épuisé (l'ouvrage de référence en français sur l'histoire rurale de la Russie de la révolution russe à la Seconde Guerre mondiale).

### HISTORIOGRAPHIE

- **Éric Aunoble**, *la Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, La Fabrique, 2016, 14 euros (une histoire stimulante de l'approche de la révolution russe en France).
- **Martin Malia**, *Comprendre la révolution russe*, Seuil, 1980, épuisé (un ouvrage brillant d'un universitaire américain dans une perspective historiographique antimarxiste).
- **Albert Mathiez**, *Révolution russe, révolution française*, Éditions Critiques, 2017, 14 euros (une édition récente des articles sur la révolution russe publiés entre 1917 et 1931 par Albert Mathiez, grand maître des études historiques sur la révolution française et militant du parti communiste).



**Entretien.** Historien spécialiste de la révolution russe, **Jean-Jacques Marie** sera l'invité de notre université d'été fin août à Port-Leucate, où une large place sera consacrée à cette question.

**En tant qu'historien, pourquoi travailler sur la révolution russe cent ans plus tard? Quelle(s) actualité(s)?**

La révolution russe a ouvert l'ère des révolutions ouvrières engendrées par la décomposition du système capitaliste, exprimée par la domination croissante du capital financier sur le capital industriel. Ce phénomène à la suite de l'échec de la révolution mondiale dans les années 1920, a connu un développement exponentiel qui se manifeste par la croissance vertigineuse de la spéculation financière, la destruction des forces productives qu'elle engendre au profit des pseudo-productions parasites (la publicité par exemple qui représente 97% des recettes du monstre Facebook évalué à 95 milliards de dollars alors qu'il ne produit que du vent, ou les 1000 milliards de dollars que pèse le marché du jeu vidéo!) et son revers: la permanence des guerres impérialistes évoquée par G.W. Bush lorsqu'il annonçait au moment de la guerre en Irak l'entrée dans l'ère de «*la guerre sans fin*».

**Peux-tu nous dire quelques mots sur le travail historiographique autour de 1917 aujourd'hui en France? Quelles évolutions, en particulier depuis le Livre noir du communisme publié en 1997?**

Éric Aunoble répondrait à cette question beaucoup mieux que moi... parce qu'il a tout lu et pas moi! Deux mots quand même. On trouve souvent – par exemple, chez Alexandre Sumpf – la définition d'Octobre 1917 comme «*un coup d'État*». C'est absurde. Un coup d'État remplace une clique gouvernementale par une autre ou, au mieux, un parlementarisme frelaté par la dictature ouverte du Capital sans toucher aux formes de propriété ni à la structure même de l'État, sauf de façon très marginale. Or, Octobre 1917 a débouché sur un bouleversement politique, économique et social radical, qui a concerné aussi bien les rapports de propriété que la structure de l'État. En revanche, les «*Courtoiseries*» sur les horreurs et les «*crimes du communisme*» semblent quelque peu passées de mode. Ainsi l'*Histoire de la révolution russe* d'Orlando Figes se situe sur un autre plan et tente de la présenter à travers les destinées de groupes humains divers, ce qui atténue la réalité de la lutte des classes.

En gros, la révolution russe est le plus souvent présentée comme un moment particulier d'une histoire proprement, voire uniquement, russe, séparée du mouvement vers la révolution qui secoue alors une grande partie de l'Europe et ébranle la moitié du globe, de la Chine au Brésil. La révolution mondiale ne serait qu'une utopie, un rêve... ou un prétexte. Cela permet d'affirmer rituellement la continuité, toujours affirmée, entre Lénine, partisan de la révolution mondiale, et Staline... qui

## «OCTOBRE 1917 A DÉBOUCHÉ SUR UN BOULEVERSEMENT POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL RADICAL»

QUE FAIRE DE L'HÉRITAGE DE LA RÉVOLUTION RUSSE?



est hostile, ou entre le bolchevisme et le stalinisme. Cette prétendue continuité permet de nier l'existence d'une couche sociale spécifique bureaucratique parasitaire, au profit d'une «*idéologie*» utopique (c'est l'idée centrale de la biographie de Trotski par l'historien ukrainien Tcherniavsky) ou mensongère.

**Alors qu'aujourd'hui, y compris à gauche, on s'interroge sur la forme et la nécessité des «partis», que nous apprend la révolution russe sur cette question?**

La mise en cause des partis, conséquence logique du système présidentiel de la V<sup>e</sup> République, est une entreprise réactionnaire, même «*à gauche*». La substitution des «*mouvements*» aux partis est une forme dérivée de cette présidentialisation. Un parti fonctionne avec des congrès qui, au moins théoriquement, définissent des choix politiques et élisent des dirigeants là encore théoriquement responsables devant les délégués élus au congrès, qui peuvent alors ne pas les reconduire. Rien de tel dans un mouvement: le chef parle, vocifère, parade, et «*les gens*», comme dirait l'autre, sont invités à applaudir, à revenir et à recommencer.

La révolution russe souligne un aspect central: toute révolution monte des profondeurs de la société, d'en bas, mais son mouvement malgré toute sa puissance est aveugle. Les soldats n'ont pas besoin du parti bolchevik pour exiger la paix et quitter les tranchées, les paysans n'ont pas besoin du parti bolchevik pour mettre la main sur les terres, les ouvriers n'ont pas besoin du parti bolchevik pour se mettre en grève contre les fermetures d'usines et les licenciements ou pour exiger des augmentations de salaires. C'est leur «*mouvement*» naturel. Mais pour que ce mouvement aboutisse, il faut un parti qui traduise sa puissance inconsciente sur le plan de la conscience. Le parti bolchevik lui a donné sa forme politique organisée la plus élevée: la prise du pouvoir, seul moyen pour tenter de réaliser les fins de ce mouvement, qui, sinon s'éparpille, s'épuise, se

démoralise. C'est ce qui s'est passé en Allemagne, en Autriche et aussi en Italie, où vociféraient des socialistes dits «*maximalistes*», imbattables dans la phrase révolutionnaire mais passifs devant l'État monarchique. La révolution dans ces trois pays a commencé alors qu'il n'existait pas l'embryon même d'un parti bolchevik, et le prix à payer pour ces défaites a été dans ces trois pays la victoire du fascisme. Tout cela est archi-connu. Je ne fais là que proférer ce qui était hier une banalité mais qui ne l'est apparemment plus!

Les partis, si dégénérés soient-ils, sont un héritage de l'époque où les forces sociales s'organisaient à travers eux. La dénonciation des partis est une entreprise politique de la bourgeoisie qui préfère aujourd'hui avoir à faire à un petit Bonaparte et même à un sous-Bonaparte – quitte à le fabriquer de toutes pièces comme on vient de le voir – qu'à des forces organisées en partis distincts et plus ou moins concurrents. Il est vrai que l'ère de la bonne vieille «*démocratie parlementaire*» bourgeoise appartient, pour le Capital, à un passé révolu. Le modèle, ce sont les institutions européennes ou le parlement-croupion français, cautionné par ceux qui prétendent pouvoir y jouer un rôle d'opposant, purement décoratif. Il lui faut donc liquider ou réduire à une apparence fantomatique les partis, déclarés «*déconsidérés*», alors que ce qui est déconsidéré, c'est la subordination totale de leurs dirigeants aux exigences du Capital. L'objectif premier n'est pas bien sûr de liquider les partis en général, mais d'interdire la formation de partis regroupant les exploités contre le Capital, ses institutions, ses hommes de main et leur politique, c'est-à-dire des partis ouvriers, liquidés dans la plupart des pays – comme en Italie – suite à la décomposition du stalinisme et de la social-démocratie.

**1917 ouvre le «court 20<sup>e</sup> siècle» selon les mots de l'historien Hobsbawm, en particulier le «siècle soviétique». Le stalinisme qui a emporté la révolution est aujourd'hui disparu. A-t-il aussi emporté «l'idéal communiste»?**

Pour Hobsbawm, le 20<sup>e</sup> siècle s'achève en 1991 parce que l'URSS alors s'effondre. Pour lui, l'ère ouverte en 1917 se clôt avec cet effondrement. En un mot, le fait que la bureaucratie a fini par liquider l'Union soviétique, comme Trotski l'avait prévu dans *la Révolution trahie* dans le cas où la classe ouvrière soviétique ne parviendrait pas à la renverser, marque l'échec de la révolution elle-même. Certes, ce recul, ce reflux, permet au Capital de s'attaquer à tous les acquis sociaux historiques, mais n'ouvre pas pour autant une nouvelle période d'essor du capitalisme: il ne clôt donc pas l'ère ouverte par la révolution russe. Si l'ère ouverte en 1917 s'était achevée en 1991, cela signifierait que le Capital aurait surmonté sa crise mortelle, qui avait engendré à la fois une vague révolutionnaire contenue et deux guerres mondiales, et aurait donc trouvé une nouvelle vie. Or la domination totale du capital financier sur le capital industriel produit du vent et des bulles spéculatives de plus en plus énormes, au détriment de la production de biens... L'an dernier, le très capitaliste *Economist*, énumérant les principales grandes entreprises de la Silicon Valley dont la capitalisation boursière dépasse 1000 milliards de dollars, notait: «*Ces géants excellent dans des activités peu productives et ne créent plus d'emplois.*» Et encore, «*peu productives*» est un délicat euphémisme... En même temps, le Capital, pour extorquer la plus-value nécessaire à sa reproduction, a déclenché une offensive mondiale pour écraser le coût du travail, développer le travail précaire et démanteler les systèmes de protection sociale arrachés au cours du temps.

La question, plus urgente que jamais, n'est donc pas à mon sens celle d'un «*idéal*» (ou d'une «*idée*») communiste qui relèverait du rêve, mais l'exigence très concrète d'une réorganisation de la société fondée sur l'expropriation du Capital, seul moyen même de sauver les conquêtes menacées.

Propos recueillis par la rédaction

## TURQUIE La « nation en danger » permanent...

Une semaine à peine après la « Marche de la justice » de l'opposition, pour le premier anniversaire de la tentative de coup d'État de juillet 2016, le président Erdogan et son parti ont organisé une commémoration de masse.

Le slogan principal en était « la volonté nationale » et Erdogan a promis d'« arracher la tête de ces traîtres ». La foule a chanté « exécution ».

### Le coup d'État permanent

Alors que l'anniversaire de la tentative de coup d'État et de l'état d'urgence s'approchaient, des rapports sur le bilan de l'état d'urgence sont sortis : au cours de cette année, 169 013 personnes ont été poursuivies, 50 510 d'entre elles ont été arrêtées, dont 167 journalistes, 85 maires et 12 députés. 112 530 fonctionnaires ont été expulsés du service public, dont de nombreux enseignants. Cinq grèves importantes dans diverses industries ont été interdites sous prétexte que ces grèves portaient atteinte à la sécurité nationale.

En ce qui concerne le premier anniversaire de la tentative de coup d'État de 2016, il était évident que le gouvernement mobiliserait beaucoup de moyens pour cette « semaine de commémoration » afin de créer un nouveau récit national et ainsi consolider sa base de soutien. Cependant, même si la cérémonie sur le pont du Bosphore à Istanbul a rassemblé beaucoup de monde, cela n'a pas été semble-t-il aussi fort que le pouvoir l'aurait voulu, et celui-ci ont dû changer certains plans initiaux visant à l'organisation de « tour de garde pour la démocratie » (24 heures sur 24, où les gens devaient venir sur les places et attendre). Cela montre également que, même chez les partisans les plus loyaux d'AKP, il n'y a plus d'enthousiasme. Cela ne signifie pas que l'AKP a perdu ses soutiens, mais qu'ils ont des difficultés à convaincre leur propre base. Ce même constat avait également été fait après le référendum du 16 avril, où les cadres locaux de

### UN AN APRÈS LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ



L'AKP n'avaient pas fait campagne aussi activement qu'auparavant.

### Entretenir les tensions

C'est pourquoi Erdogan sait qu'il a besoin d'invoquer de nouveaux ennemis internationaux et de nouveaux récits autour de menaces majeures contre la « patrie » afin de consolider ses soutiens. Dans ce sens, le 5 juillet, la police a enquêté sur une réunion de diverses organisations de défense des droits de l'homme dans un hôtel, et a arrêté les participants. Devant le tribunal, ces militants des droits de l'homme ont été accusés « d'aider et encourager une organisation terroriste »... Alors que les procureurs et le mandat d'arrestation ne nommaient pas une organisation terroriste particulière, les procureurs ont également annoncé qu'une enquête distincte sur des accusations de « financement du terrorisme » et « espionnage » était aussi en cours. Six militants des droits de l'homme, y compris le directeur d'Amnesty International en Turquie, et plusieurs autres personnalités d'organisations telles que l'Assemblée des citoyens d'Helsinki, l'Association des droits de l'homme, la Coalition des femmes, un ressortissant allemand et un suisse,

qui ont assisté à cette réunion sont encore en prison.

Les journaux et les chaînes de télévision pro-AKP fabriquent des théories conspirationnistes et prétendent qu'il s'agissait d'une réunion d'espionnage international en vue d'une nouvelle tentative de coup d'État. Certains journaux ont même publié les noms des personnes membres du groupe WhatsApp qui a été créé pour coordonner l'organisation de la manifestation contre les procès des journalistes arrêtés. Erdogan lui-même, interrogé lors d'une conférence de presse au Sommet du G20 à Hambourg, a affirmé que « le but de la réunion des organisations des droits de l'homme était de planifier des activités subversives similaires à la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 ». Après cela, il a attaqué le journaliste qui lui avait posé cette question : « en me posant cette question, vous soutenez vous aussi l'appel des putschistes »... Avec un citoyen allemand parmi les militants des droits de l'homme arrêtés, il y a une aggravation des tensions entre l'Allemagne et la Turquie. Deux journalistes allemands sont en prison. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, a menacé la Turquie de sanctions

économiques et a annoncé une « réorientation » de la politique allemande vis-à-vis de la Turquie. Il a déclaré à la presse que les actes du gouvernement turc « s'éloignaient des principes des valeurs européennes. Je ne vois donc pas comment, en tant que gouvernement, nous pourrions toujours garantir les investissements des entreprises allemandes en Turquie si, comme c'est arrivé, des expropriations arbitraires pour des raisons politiques sont non seulement brandies comme des menaces mais ont déjà eu lieu ».

### Rassurer Berlin

L'Allemagne est le plus grand partenaire commercial de la Turquie et, avec 14 milliards de dollars par an, son plus grand marché d'exportation. Berlin y est l'un des plus gros investisseurs, spécialement dans les industries de l'automobile et de l'électronique. Beaucoup de marques industrielles allemandes telles que Mercedes, MAN, Bosch, Siemens, BSH, ont d'énormes usines. C'est pourquoi le capital allemand ne renoncera pas facilement à ses investissements en Turquie, où il peut exploiter une main-d'œuvre bon marché sans aucune protection ni organisation syndicale réelle, sans oublier les avantages de l'union douanière.

Bien que ce genre de tensions et de théories complotistes hollywoodiennes construites autour de prétendus espions étrangers soient utiles à Erdogan pour conforter ses partisans et les garder mobilisés, il lui est aussi nécessaire de rassurer le capital étranger. Après les déclarations du ministre allemand des Affaires étrangères, Erdogan a répondu « nous sommes la garantie du capital allemand en Turquie »...

D'Istanbul, Eyüp Ozer  
Traduit par Yvan Lemaître

## BRÉSIL Dénoncer la condamnation de Lula sans entretenir d'illusions

Le 12 juillet, le juge Sergio Moro a condamné en première instance l'ancien président Lula à neuf ans et demi de prison pour corruption passive et blanchiment d'argent. Lula serait le propriétaire d'un appartement triplex sur la plage de Guarujá, reçu illégalement de l'entreprise de construction OAS.

La base juridique de cette décision est extrêmement fragile : la propriété juridique de l'appartement n'a jamais été transférée à Lula, et il n'a jamais occupé l'immeuble. Le juge n'a pas davantage précisé quels seraient les avantages que l'OAS aurait reçus en retour de la part de Lula.

### Salir l'image de Lula

La condamnation a donc été une décision juridique arbitraire, qui s'explique par la volonté préexistante du juge de condamner Lula. Lula fait appel de cette décision et, tant qu'il n'est pas condamné en appel (ce qui n'est pas certain), il peut même être candidat à la présidence de la République en 2018. En général, le jugement d'un appel prend plus d'un an. Ainsi, à l'heure actuelle, la principale conséquence de la condamnation est politique : elle contribue à salir l'image de Lula.

Lula a certainement souffert d'une injustice, et il a très probablement raison de dire qu'il est persécuté politiquement. Cependant, il ne peut pas être considéré comme innocent, et certainement pas comme politiquement innocent. L'opération Lava Jato, qui concerne une vaste affaire de corruption et de blanchiment impliquant les grands partis politiques, dont le PT, et en vertu de laquelle la condamnation contre Lula a été prononcée, souffre de nombreux biais politiques et juridiques et doit à ce titre être critiquée. Mais elle n'est pas une fiction.

### Un système de corruption impliquant le PT

Il n'y a pas de doute que dans les gouvernements du PT – comme, d'ailleurs, dans les gouvernements précédents – il y a eu énormément de corruption, et une partie de celle-ci a été démontrée. Lula affirme qu'il ne savait rien, mais il n'est pas crédible. Il ne fait également aucun doute qu'il a reçu des faveurs, pour lui-même et pour sa famille, grâce à ses bonnes relations avec des secteurs de la bourgeoisie brésilienne et en échange d'avantages qu'il lui a assurés.

S'il faut donc dénoncer une condamnation sans preuves qui s'inscrit dans un cadre plus large de persécution politique, il est toutefois impossible d'affirmer que Lula est innocent. Ce qui est évident est que le PT n'a pas changé les pratiques héritées de ses prédécesseurs au pouvoir : gouverner en faveur des intérêts bourgeois pour gagner leur soutien politique (et financier, en particulier aux élections), ainsi que des avantages personnels. Une grande partie des anciens partisans du PT le reconnaissent, ce qui explique que les manifestations pour la défense de Lula aient été très claires.

### Unité dans la rue, mais pas derrière le candidat Lula

Au-delà de leur manque de crédibilité dans les affaires de corruption, Lula et le PT ont en outre réaffirmé leur volonté de participer aux prochaines élections dans l'objectif de mener la même politique que celle qu'ils ont menée précédemment. Lula a ainsi répété que le PT n'a pas eu tort de s'allier avec des partis de droite (qui se sont consacrés plus tard à le renverser), parce que, selon lui, ces alliances sont indispensables pour gouverner. Du point de vue de la gauche socialiste brésilienne, la seule option est d'impulser des mobilisations contre le gouvernement illégitime et ses « contre-réformes » et, dans le même temps, de chercher à construire une alternative politique à Lula et au PT. Dans la mesure où le PT et ses alliés politiques s'opposent au président Temer et à ses politiques, l'unité avec eux est nécessaire dans la rue. Mais aucune concession ne doit leur être faite lorsqu'ils font pression pour que l'unité se retrouve derrière la candidature de Lula aux prochaines élections.  
De São Paulo, João Machado

## MAROC Malgré la répression, la mobilisation continue dans le Rif

Le 20 juillet dernier, une grande journée de mobilisation était organisée dans le Rif, en rébellion depuis plusieurs mois contre le pouvoir marocain.

Le 20 juillet est une date anniversaire, celle de la bataille d'Anoual en 1921 où les insurgés rifains infligeaient par des tactiques de guérilla une défaite cinglante aux troupes coloniales espagnoles. Dans la mémoire collective, cette date effacée de l'histoire officielle est celle de la lutte et de la possibilité de victoire contre le monde militarisé des puissants.

### Barrages et checkpoints

Annoncée depuis plusieurs mois comme un rendez-vous central, un appel des comités locaux du Hirak (mouvement) populaire de tout le Rif en a fait un enjeu particulier, compte tenu du contexte répressif depuis fin mai et l'état d'exception imposé. Il s'agissait de s'appuyer sur l'arrivée de la diaspora rifaine mobilisée à l'étranger depuis plusieurs mois, de faire la démonstration que la mobilisation était bien vivante dans tout le Rif et que s'exprime nationale la solidarité avec la lutte populaire engagée depuis huit mois. L'essentiel de la gauche sociale et politique a soutenu la participation à la manifestation nationale à Al



Hoceïma. Tout annonçait une forte participation. L'entrée en grève de la faim des détenus du Hirak le 17 juillet mettait en avant la lutte pour leur libération immédiate et inconditionnelle. D'une manière prévisible, le pouvoir a interdit la manifestation et organisé un contrôle permanent des accès à la ville. Les forces de l'ordre ont mis en place des « checkpoints » dans les rues, les avenues, à proximité des places publiques, pour empêcher tout début de manifestation dans les quartiers et encore moins une jonction sur un axe central. Beaucoup de manifestants solidaires, venus

de l'extérieur, ont été bloqués après des contrôles minutieux. Le blocage des routes a contraint des centaines d'habitants du Rif à rejoindre la ville parfois en marchant des dizaines de kilomètres par les montagnes ou à arriver par la mer... sur des barques.

### Violents affrontements

La grève générale a été suivie massivement l'après-midi. Vers 17 heures, heure du début de la manifestation, les premiers attroupements ont été violemment dispersés et matraqués. Dès lors, pendant plusieurs heures un scénario identique s'est

répété sans cesse dans toute la ville : rassemblement, gaz lacrymogène (fourni par l'État français), charge, dispersion, rassemblement... Malgré l'obstination des policiers et leur violence inouïe, les manifestants n'ont pas cédé et ont fait preuve d'une grande détermination et ingéniosité pour se rassembler et une grande manifestation a pu se mettre en place... avant d'être à nouveau dispersée sauvagement. Le pouvoir a été obligé d'envoyer de nouveaux renforts en hommes et en matériel. Des dizaines de blessés sont à déplorer et un jeune manifestant est dans un coma profond, sans compter les arrestations. À noter que des affrontements plus violents ont eu lieu dans les villes et villages (Ajdir, Imzouren, Beni Bouayach) entourant Al Hoceïma.

Ce qui ressort de cette journée est la volonté claire et nette du pouvoir d'aller à l'affrontement avec la volonté d'écraser moralement et politiquement la contestation. Mais ce qui ressort aussi est l'enracinement profond de celle-ci et la disposition des masses à se battre. La coopération sécuritaire avec la monarchie permettant à cette dernière de réprimer à sa guise avec tous les moyens fournis par l'État français doit cesser. De même, une campagne internationale de solidarité avec la rébellion rifaine exigeant la libération des détenus, l'arrêt de la répression et le soutien aux revendications populaires, doit se renforcer. Le combat est loin d'être fini.  
Chawqui Lotfi

## En bref

**Toulouse Victoire des grévistes de la crèche de Purpan.** Après trois semaines de mobilisation et de grève (voir *L'Anticapitaliste* n°391), la direction du CHU (centre hospitalier universitaire) de Toulouse a enfin accédé à une grande partie des revendications des grévistes. Celles-ci ont gagné six stagiairisations de CDD, le remplacement des arrêts longue maladie, la possibilité des agents qui le souhaitent de partir travailler sur l'hôpital des enfants, et une reprise de leurs dossiers retraites pour qu'elles puissent partir à 57 ans.



La direction qui disait ne rien vouloir lâcher, affichait le plus grand mépris envers les grévistes et usait des moyens les

plus lamentables pour éviter toute confrontation avec le personnel (fuite du directeur général par l'escalier de secours...), n'a pas eu le choix face à la détermination des grévistes.

À six reprises, les grévistes ont envahi les locaux de l'hôtel-Dieu (direction du CHU) pour se faire entendre. Le bras de fer aura été important mais la victoire est du côté des personnels mobilisés. Encore une preuve que la lutte paie. Le prochain combat des agents hospitaliers de la crèche et des usagers sera à la rentrée contre le projet de privatisation de la crèche. Il faudra alors une mobilisation d'ampleur pour infliger une nouvelle défaite à la direction qui n'a que faire de ses agents et de leurs enfants!

### **Bruges (33) Les grévistes de Geodis ont en partie fait céder leur direction.**

En grève depuis le 27 juin (voir *L'Anticapitaliste* n°392), les 12 grévistes de Geodis, un sous-traitant de La Poste de triage et d'acheminement des colis, ont repris le travail le 17 juillet. Ils ont réussi à obtenir une partie de leurs revendications: une prime mensuelle de 35 euros, la rénovation de leur salle de pause et de l'entrepôt, l'embauche en CDI de leur camarade en CDD, en grève avec eux et qui risquait donc la porte après la grève. Quant à l'augmentation des salaires et de la prime de panier, au 13<sup>e</sup> mois, la direction n'a rien voulu lâcher pour l'instant. Cependant les grévistes reprendront les négociations en septembre.

Si certains souhaitent poursuivre le mouvement, d'autres voulaient reprendre. Et c'est donc ensemble qu'ils ont décidé de retourner au travail, bien décidés à continuer à se faire respecter. À suivre donc...

**Pays basque Rassemblés contre les lois Macron.** Plusieurs organisations associatives, de défense des droits humains, politiques, syndicales (Amis de Karl Marx, Comité de défense des droits de l'homme Pays basque, CGT Territoriaux Biarritz, Euskal Herria Bai, EÉLV, La France insoumise, Indar-Beltza, Syndicat LAB, LDH, NPA, PCF, Solidaires, CGT Cheminots, Ensemble), qui faisaient, pour une majorité, partie en 2016 du Collectif jusqu'au retrait de la loi travail, ont constitué un collectif de luttes contre les futures lois Macron.

Un rassemblement d'environ 100 personnes a eu lieu mardi 18 juillet devant la sous-préfecture de Bayonne afin de protester contre la future loi sécurité instituant un état d'urgence permanent contre le terrorisme, loi qui menace l'ensemble de la population, en particulier militante. Les organisations ont prévues de se retrouver fin août afin de préparer la mobilisation pour la journée d'action du mardi 12 septembre.

**Paris 19<sup>e</sup> Mobilisés pour sauver la poste.** Mercredi 19 juillet, à l'initiative du collectif «Défendre la poste dans le 19<sup>e</sup>», une quarantaine de personnes se sont rassemblées devant puis dans (car il pleuvait) la poste de Crimée qui est menacée de fermeture: des militantEs syndicaux de la CGT, Sud et FO, ainsi que des militantEs de La France insoumise, du PCF et du NPA. Signatures d'une pétition, discussions... et attente en vain d'un rendez-vous avec le directeur de La Poste de Paris Nord.

À 19 heures, les portes se sont fermées, et il a été signifié aux manifestantEs qu'ils sont dans l'illégalité et que puisqu'ils ne veulent pas bouger, la police va intervenir pour les expulser... Une demi-heure plus tard tombe alors une proposition de la direction de Paris Nord de recevoir une délégation de six représentants quelques jours plus tard. Après un vote unanime, les manifestantEs ont donc levé le camp. Macron et la direction de La Poste veulent aller vite en besogne – puisque la poste devrait fermer ce 27 juillet – mais la résistance s'organise.

## **AUTOMOBILE** Les donneurs d'ordre des sous-traitants sont les véritables patrons!

**L**eur résistance pour leur emploi et le maintien de l'activité dans l'usine se poursuit, alors que le tribunal de commerce de Poitiers a encore reporté sa décision face à la seule proposition de reprise qui supprime plus de la moitié des effectifs de l'usine.

L'externalisation des tâches est une donnée structurelle de l'industrie automobile. Elle conduit les constructeurs à déléguer à leurs fournisseurs une part de plus en plus importante de leur activité. Il y a quinze ans, les équipementiers et sous-traitants ne réalisaient encore que 50 % du prix de revient de fabrication des véhicules. Cette part dépasse aujourd'hui 75 %.

### **Les équipementiers champions de la rentabilité**

Après les constructeurs, les équipementiers automobiles se sont engagés plus tardivement dans leur processus de concentration, la crise de 2008 l'ayant fortement accéléré. Les champions français du secteur, Valeo, Faurecia (filiale de PSA) et Plastic Omnium, ont grandi à coups de rachats et de fusions. Ils espèrent profiter de l'essor attendu de l'électronique embarquée dans les voitures, celle-ci devant représenter 50 % de la valeur ajoutée d'une voiture dans les prochaines années, contre 30 % actuellement.

Les équipementiers automobiles sont en capacité de négocier avec les firmes automobiles le partage des activités... et des profits. Avec

*En bloquant successivement les accès de sites de PSA et de Renault, les ouvriers de l'usine GM&S à La Souterraine, dans la Creuse, ont pointé et dénoncé les responsabilités des deux firmes automobiles, donneurs d'ordre des commandes à l'usine.*



Les GM&S devant l'usine Renault de Villeroy. DR

un taux de marge affiché de 8 %, Valeo génère en proportion plus de profit que Renault ou PSA...

### **La majorité des salariéEs de l'automobile chez les sous-traitants**

Les activités de sous-traitance, tant pour les constructeurs automobiles que pour les équipementiers, demeurent très dispersées, et occupent en France la majorité des salariéEs de la filière automobile dans 3 000 entités. Sur un total de 440 000 salariéEs, 125 000 sont employés par les constructeurs automobiles présents en France, 85 000 par les équipementiers, et 230 000 dans des activités

relevant principalement de la sous-traitance. 100 000 salariéEs y travaillent dans des usines spécialisées dans le traitement métallurgique et la fabrication de pièces mécaniques. Même bourrée d'électronique, la voiture dite individuelle demeure une armure de plus d'une tonne de matériaux! L'objectif des constructeurs est de réduire le nombre de leurs fournisseurs dans la sous-traitance, non pour en baisser le volume d'activités, mais pour mieux les intégrer dans leurs stratégies tout en conservant les avantages de la flexibilité. Il s'agit d'y appliquer plus efficacement leurs contraintes en terme de cahier des charges, de

contrôle des procédés de fabrication, et de prix de revient.

Alors qu'il est possible de requalifier un travail individuel en contrat de travail dès lors que la subordination au donneur d'ordre est démontré, c'est bien l'intégration des salariéEs de ces sous-traitants dans les effectifs des entreprises donneurs d'ordre qu'il faut exiger avec les mêmes droits et les mêmes salaires pour touTEs.

### **Soutien à la résistance des GM&S!**

Par le retentissement national de leur lutte, les GM&S sont devenus emblématiques de la crise qui frappe les sous-traitants automobiles. La chute des commandes signifiait l'asphyxie de l'usine, décidément de trop pour les services achat de Renault et PSA. Sans la résistance des ouvrierEs, la fin de l'usine était programmée. Face à la division et à la fragmentation des processus de production, il s'agit bien pour le mouvement ouvrier de reconstruire des collectifs de travail les plus efficaces et les plus rassembleurs. En portant des revendications impliquant directement Renault et PSA, la lutte chez GM&S brise l'enfermement dans lequel les stratégies patronales veulent confiner les travailleurEs des entreprises sous-traitantes.

**Jean-Claude Vessillier**

## **MOSELLE** Mittal pollue la vallée de la Fensch à l'acide...

*À l'acide et vraisemblablement pas qu'à l'acide... L'affaire dont les tribunaux se saisissent remonte au dernier trimestre 2016, et pourrait révéler une pollution bien antérieure.*



Un tuyau relié à un camion citerne déverse l'acide d'ArcelorMittal en pleine nature. DR

*boulot.* » Il n'a pas pu, et a contacté le *Républicain lorrain*...

### **Mittal plus blanc que blanc**

On a connu dans cette vallée sidérurgique, dans cette vallée Ernest-Antoine Seillière Wendel, le principe « *privatisations des profits, socialisation des pertes* ». Allons-nous nous laisser imposer le principe « *profits à la maison mère*

*donneuse d'ordre, externalisation des responsabilités du saccage écologique* »? C'est bien semble-t-il l'enjeu de la bataille qui a démarré avec ces révélations dans la presse fin juin.

Mittal est très énergique dans sa défense en trois temps. D'abord, s'il y a eu des déversements sur le crassier, « *il n'a jamais eu déversements d'acide pur* »... Ensuite,

sont en cause des salariés, des sous-traitants... Pour finir rassurant: si pollution il y a, elle est négligeable...

La DREAL (direction régionale de l'environnement) semble bien complaisante vis-à-vis de Mittal et surtout soucieuse de ne pas créer d'affolement: tout est sous contrôle...

### **Une importante solidarité avec le lanceur d'alerte**

Une pétition en ligne, lancée depuis Toulouse par des étudiants, va allégrement vers les 20 000 signatures, dont celle de Lionel Buriello, le secrétaire CGT-Mittal Florange. La CGT qui exige par ailleurs une expertise indépendante de la DREAL ainsi qu'un nouveau comité d'entreprise extraordinaire. La cause du chauffeur lanceur d'alerte financière importante sur le net (14 600 euros récoltés au 15 juillet). Cette convergence des luttes écologique et sociale est des plus nécessaires!

**Correspondant**

# Dernière marche avant l'enfer de Gérard Delteil

Pour cette dernière livraison avant la coupure estivale, nous publions une nouvelle inédite de notre camarade Gérard Delteil, écrivain de romans noirs, accompagnée d'une illustration de Romain Zeder. Qu'ils en soient tous les deux remerciés. Et bonne lecture!

La bombe avait été placée sous le siège de la voiture présidentielle. Elle explosa rue du Faubourg-Saint-Honoré, alors que le lourd SUV noir approchait de l'Élysée. Le Président fut désintégré sans ressentir la moindre douleur. Il se retrouva soudain seul au milieu d'une immense plaine qui s'étendait à perte de vue sous un ciel d'une couleur étrange, tirant sur le rose. Ses premières réactions consistèrent à se tâter car il avait un souvenir confus de l'attentat : un éblouissement fulgurant suivi du choc qui lui avait fait perdre connaissance. Son élégant costume sombre était toujours aussi impeccable que lorsque le valet l'avait sorti de la penderie, son nœud de cravate n'avait pas bougé et ses chaussures étincelaient. Rassuré, il fut cependant surpris de ne pas voir ses gardes du corps. Autour de lui, des gens d'apparences variées se dirigeaient vers une ligne blanche qui barrait l'horizon. Il se mit donc en marche lui aussi...

La ligne blanche se transforma peu à peu en une sorte de muraille percée à sa base de petits orifices devant lesquels s'étaient formées de longues files d'attente. Il distingua un portail gardé par des personnages qui semblaient droit sortis d'une bande dessinée vieillotte, avec leurs robes blanches et leurs ailes dorées. Curieux de savoir de quoi il retournait, Macron pressa le pas et entreprit de dépasser l'une de ces files, estimant que sa haute fonction lui conférerait de toute évidence ce privilège. Mais des murmures de protestation s'élevèrent, et l'un des mystérieux gardiens de l'édifice lui signifia d'attendre son tour d'un geste autoritaire.

Il lui fallut donc piétiner pendant de longues heures entre une paysanne bolivienne toute ridée et un géant africain, avant de parvenir à ce qui était en fait un guichet.  
– Nom, prénom, date et lieu de naissance, circonstances du décès, remplissez le formulaire, récita le préposé d'une voix monocorde.  
– Mais, enfin, je suis le président de la cinquième puissance mondiale!  
– Nom, prénom, répéta le fonctionnaire. Il y a des gens qui attendent...  
Il inscrivit donc toutes ces données en s'appuyant sur une petite tablette. L'Africain lisait par dessus son épaule, ce qui l'irrita. Même dans un bureau de poste, une marque indique généralement l'espace à observer pour préserver l'intimité des clients... Le préposé pianota sur le clavier d'un ordinateur, et une imprimante à bout de souffle cracha un document qu'il remit à Macron.  
– Vous avez un numéro en haut à gauche.

Une porte se découpa dans le bâtiment. Il l'emprunta, traversa un couloir qui donnait accès à une vaste salle et alla s'asseoir sur un banc en plastique moulé entre cette fois un petit Asiatique affligé de tics et un Nord-Américain de forte corpulence qui empestait la bière et la transpiration. Les numéros s'affichaient dans un petit rectangle lumineux. Macron essaya de calculer le temps qu'il lui faudrait encore attendre, compte tenu de la vitesse de défilement des numéros et du nombre de personnes présentes, puis y renonça. Quand leur tour venait, les gens allaient s'installer dans des boxes disposés derrière une grande baie vitrée à travers laquelle on n'apercevait que des silhouettes.

Il lui fallut donc se prêter ainsi à d'innombrables formalités avant qu'on lui remette, au travers d'un autre guichet, un sac contenant des produits de première nécessité, comme on en fournit aux prisonniers : brosse à dents, serviette



de toilette, savon, papier hygiénique, puis qu'on lui désigne un lit dans une sorte de grand dortoir.

– Vous êtes dans le petit purgatoire, consentit à lui expliquer l'un des personnages en robe blanche.  
– Le petit purgatoire ?  
– Oui, ce n'est pas exactement un purgatoire, mais nous avons pris l'habitude de l'appeler ainsi. En fait c'est la zone d'attente, un camp de transit si vous préférez.  
– Je vois. Et on doit y rester longtemps ?  
– Le temps nécessaire pour qu'on traite votre dossier et qu'on décide si vous avez droit immédiatement à l'auréole, si vous devez faire un peu de purgatoire, le vrai, ou si on vous envoie en bas.  
– En bas ?

Son interlocuteur baissa la voix.  
– En enfer... Mais on ne prononce jamais ce mot ici. Je vous souhaite bonne chance. Il voulut s'éloigner mais Macron le retint par la manche.  
– Vous ne pouvez pas me traiter de cette façon, je suis...  
– Inutile de me raconter votre vie terrestre. Je n'ai aucune influence sur les équipes chargées des dossiers.  
– J'exige de rencontrer saint Pierre immédiatement ! déclara d'une voix ferme l'ex-président qui avait enfin compris la situation.

L'ange bedonnant émit un petit sifflement.  
– Saint Pierre ? Et pourquoi pas Dieu en personne ? Vous vous imaginez que saint Pierre n'a que votre dossier à étudier ? Vous savez combien nous avons eu d'arrivants avec les guerres du Moyen-Orient et les famines d'Afrique de l'Ouest ? Regardez autour de vous !

Macron changea de tactique. Il prit par l'ange le bras.  
– Justement, cher ami, j'ai l'intention de proposer à saint Pierre des mesures qui pourraient améliorer la situation. L'ange soupira.  
– Remplissez un formulaire. Je le transmettrai.

Le temps que Macron passa ensuite dans le centre de transit lui parut d'autant plus long que sa carrière éclair ne lui

avait pas appris la patience. Pourtant, quand il fut enfin convoqué, il s'appliqua à ne rien laisser transparaître de son exaspération.

– Vous avez une chance inouïe, lui glissa l'ange, saint Pierre en personne va vous accorder un entretien. Surtout allez à l'essentiel, il ne pourra vous consacrer que quelques minutes.  
Le bureau de saint Pierre était aussi désuet que les ordinateurs de l'accueil. Il donnait néanmoins sur des espaces verts agréables et des terrains de jeux où l'on voyait batifoler des élus coiffés de leurs auréoles.  
Saint Pierre affichait un air las.  
– Vous prétendez donc avoir des solutions pour tout ce qui ne va pas dans notre maison ?

Le ton était sarcastique mais Macron affecta de l'ignorer et arbora son sourire de gentil jeune homme bien élevé.  
– Absolument. Il faut commencer par réduire vos charges en optimisant la productivité. Comment recrutez-vous les personnels chargés de l'accueil et de la gestion des dossiers ?  
– C'est un peu compliqué. Nous ne pouvons pas imposer ces tâches fastidieuses à des élus. Nous faisons donc appel à des gens condamnés au purgatoire et en situation d'attente. Mais nous ne voulons pas leur en demander trop, ce ne sont pas des damnés. Et je n'ai qu'une petite équipe d'anges de confiance pour vérifier leur travail.

Macron se caressa le menton.  
– Je vois. Le turn over doit être élevé. Votre système est trop rigide et trop lourd. Pourquoi ne pas utiliser les compétences de certains damnés et celles des élus qui ont fait leurs preuves sur terre en leur accordant une autonomie de décision ? Les plus compétents sont certainement les gestionnaires, les chefs d'entreprises...  
Saint Pierre l'arrêta d'un geste.  
– Ça ne me semble pas conforme à l'esprit de notre maison.  
– Tout ce qui va dans le sens de l'augmentation de la rentabilité va dans le bon sens. D'autant que j'ai cru comprendre que vous n'êtes plus en mesure de fournir tous les services qu'on attend d'un véritable paradis. La solution est simple : faire

travailler davantage vos personnels, prolonger leur purgatoire et réduire le nombre d'élus. Je crois aussi que vous auriez tout intérêt à faire des économies d'échelle en partageant certains services avec... ceux d'en bas.

L'un des épais sourcils blancs de saint Pierre se leva.

– Ce n'est ni très... catholique ni très orthodoxe, mais au point où nous en sommes... De quoi avez-vous besoin pour tenter l'expérience ?

– Donnez moi accès aux dossiers. Je vais sélectionner quelques compétences pour tout remettre à plat. Dans un premier temps, nous allons alléger les procédures administratives et réduire les charges en simplifiant les critères d'attribution des auréoles. Ils sont beaucoup trop nombreux d'après ce que j'ai cru comprendre.

– Il faut tout de même que j'en réfère en haut, bougonna saint Pierre.

Macron lui adressa un sourire rassurant.  
– Ne vous inquiétez pas. Quand... euh... votre patron verra les résultats, il ne pourra qu'être satisfait. Quand je travaillais pour la banque Rothschild, ce n'est pas pour rien qu'on m'a surnommé le Mozart de la finance, vous savez... Une maison comme la vôtre n'est pas plus difficile à gérer qu'une grande banque. Quant au rapport, pas de problème. Je sais que vous êtes surbooké, je peux vous rédiger un projet...

De guerre lasse, saint Pierre lui accorda un bureau et l'autorisa à embaucher.

– Il faudrait que tous mes collaborateurs, quel que soit leur statut actuel ou l'état de leur dossier, puissent disposer de l'auréole, au moins à titre provisoire, afin de leur donner une certaine autorité, réclama encore Macron.

Ces exigences satisfaites, l'ex-président commença par s'attribuer l'auréole de première classe puis constitua son équipe. Il la sélectionna parmi des personnalités arrivées récemment qu'il avait côtoyées dans son existence terrestre. À sa surprise, Gabriel, qui avait une mémoire visuelle prodigieuse, identifia Hjalmar Schacht, le banquier de Hitler, qui devisait joyeusement avec David Rockefeller et Julian Knott, directeur général de JP Morgan Chase. Un peu plus loin, il se retrouva nez à nez avec Al Capone flanqué de Lucky Luciano. Leurs auréoles toutes neuves flottaient au dessus de leurs borsalino... Furieux, Gabriel pianota fébrilement sur son smartphone pour appeler saint Pierre.

– Comment ces gens-là ont-ils pu être admis ? éructa l'archange. Rockefeller a ruiné des quantités de gens, Schacht est pour le moins complice d'un des plus grands génocides de l'histoire, et non seulement la banque de Knott s'est développée grâce à la traite des esclaves, mais il a tué sa femme avant de se suicider ! Quant à Al Capone, inutile de vous faire un dessin. Saint Pierre parut mal à l'aise.  
– Ce sont les nouveaux critères d'admission : rentabilité, efficacité... D'un certain côté, ça simplifie le tri, mais évidemment... L'archange Gabriel adressa immédiatement par texto un rapport au Très-Haut, lequel entra dans une violente colère et décida d'expédier Macron en enfer sans même attendre l'examen de son dossier.

Saint Pierre convoqua donc Macron pour lui faire connaître ces dispositions.

– Je suis un peu gêné de vous annoncer cela, cher ami, car vous avez sans doute fait de votre mieux. Mais vous serez sans doute plus à votre place en bas. Il n'y a pas de lois sociales, pas de Code du travail, pas de règles d'urbanisme ni de protection de l'environnement. Vous devriez vous y plaire.

Macron fut projeté dans un grand tourbillon et se retrouva cette fois dans un couloir sombre encadré de grilles derrière lesquelles des damnés étrillés par des diabolins hurlaient de douleur et appelaient à l'aide.

L'ancien président avisa un couple de jeunes démons, assis sur le sol, la cigarette au bec, leurs tridents posés à côté d'eux.  
– Allez me chercher Satan. J'exige de le voir immédiatement.

Un des diabolins lui adressa une moue ironique.

– Vous pouvez toujours exiger. C'est l'heure de la pause.

Une jeune femme aux oreilles pointues moulée dans un costume de cuir noir, qui évoquait un mélange de Madonna et de Nathalie Kosciusko-Morizet, se matérialisa alors devant lui.

– Que puis-je faire pour vous ?  
– Je ne vous imaginai pas sous cette apparence.

– Je peux en changer si celle-ci ne vous convient pas.

Et elle se transforma en un homme rond et patelin qui avait à la fois des airs de famille avec Raymond Barre et François Bayrou.

Macron tendit la main vers les grilles d'où provenaient les gémissements des damnés.

– Je n'imaginai pas non plus votre maison de cette façon. On m'a parlé là-haut d'un lieu où toutes les lois sociales ont été abolies, où il n'y a aucune barrière aux profits...

Satan reprit l'apparence de la jeune femme et lui adressa un sourire ravageur.

– Voyons, M. Macron, vous n'ignorez rien de la propagande et de la publicité...

Puis elle se métamorphosa en un adolescent androgyne évoquant David Bowie, vêtu d'un costume étincelant, et jeta un regard courroucé sur le couple de démons toujours affalés à côté de leurs tridents.  
– Même ici, comme vous le voyez, il y a des réformes à faire. Alors vous êtes le bienvenu !

\*\*\*

Cette nouvelle est inspirée d'une autre de Gérard Delteil publiée dans son recueil *Bugs* (toujours disponible chez Folio Gallimard) sous le titre *Bug d'enfer*, nouvelle dont le personnage principal était alors Bill Gates...

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43  
www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h

